

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 30 New York : Tel : (718) 812-2820 ; • Montréal (514) 321-6434 ; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 5- 12 aout 2020

CRISES EN HAÏTI : BLACK-OUT ET CARENCE DE PRODUITS PÉTROLIERS Jovenel Moïse avance à coups de « poissons d'avril »

Par Léo Joseph

Des dénonciations indirectes, à la recherche de boucs émissaires à qui adresser le blâme de la carence de produits pétroliers; et l'arme de la mystification dans le cas du black-out installé en permanence dans le pays. Tels sont les recours que s'approprie Jovenel Moïse, dans une vaine tentative

d'apaiser l'opinion publique à bout de patience avec les mensonges débités par l'occupant du Palais national, que certains qualifient ironiquement de « poissons d'avril » longtemps après la saison. Tout cela met Nèg Bannann nan dans ses petits souliers, car n'ayant pas encore trouvé la formule idéale pour conjurer ces crises qui sont venues s'ajouter à

celle, financière et économique, présente pratiquement durant les premières années de son quinquennat.

En effet, les vrais vendeurs de black-out n'étaient pas ceux-là qu'on pensait, ou que Jovenel Moïse indiquait au peuple haïtien. À la faveur des deux crises, qui se complètent, d'ailleurs, l'identité des fournisseurs d'obs-

curité et des responsables de la carence d'essences sur le marché

des difficultés à payer ses dettes. S'imaginant le moment opportun



Jovenel Moïse, désormais reconnu comme étant le fabricant du black-out.



Le président turc, Yeceip Erdogan a promis de venir en aide à Jovenel Moïse. Le pays attend.

TRACTATIONS PHTIISTES POUR GARDER LE POUVOIR Une guerre de faible intensité entre Martelly et Moïse

Laurent Lamothe continue d'alimenter les contradictions



Jovenel Moïse, Le président a parlé, point bar. Ceux qui ont des oreilles pour entendre entendent.



Laurent Lamothe, Chak koukouy klere pour je w. Tous les moyens son bons.

Par Léo Joseph

Déclarations mutuellement hostiles, tentatives d'assassinats, menaces tous azimuts et coups de poignard dans le dos, voilà les armes auxquelles ont recours les acteurs politiques PHTKistes et leurs alliés, alimentant une guerre de faible intensité risquant de tourner en violence ouvertes, à brève échéance. Entre les principaux protagonistes, Michel Martelly et Jovenel Moïse, l'acte susceptible de changer la donne

Suite en page 5

national sont une seule et même personne. Elle a pour nom Jovenel Moïse.

Au début, le black-out s'était déclaré parce que l'État haïtien, surtout en raison de l'arrêt de la manne du PetroCaribe, mais aussi suite au retrait, sinon à la diminution de l'aide externe, a

de réaliser des millions flambant neufs, à la faveur de l'octroi de ce contrat à une autre société, s'est débarrassé de SOGENER ainsi que des autres compagnies productrices d'électricité, E-Poser et Haytractor. Mais les choses ont mal tourné, car Jovenel n'a pas

Suite en page 2

RARETÉ DE DOLLARS ET LA TRAGÉDIE DE LA GOURDE Jovenel Moïse et ses hommes ramassent des devises investies dans l'élection américaine

On n'aura pas fini d'attribuer des expressions dénigrantes à Jovenel Moïse et à ses proches collaborateurs, telles que kleptomane, opérateurs de détournements de fonds publics, criminels, pratiquants de la corruption, etc. À cette liste non exhaustive, il faut ajouter irresponsables. Puisqu'ils ne se soucient guère de l'effet désastreux des crises qui accablent les citoyens dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique. Ils continuent de prendre des décisions potentiellement dommageables pour la santé de l'économie du pays, se montrant totalement indifférents à l'égard de la chute

vertigineuse de la monnaie nationale face au billet vert.

On apprend d'une source ayant ses entrées et sorties au Palais nationale, requérant l'anonymat, que Jovenel Moïse et ses collaborateurs, dans l'idée de trouver un support politique et diplomatique, auprès des hommes politiques de Washington, se montrent généreux envers des politiciens contribuant largement au fonds destiné au financement des activités politiques. On laisse croire qu'à cet effet, des contributions allant jusqu'à des millions de dollars sont acheminés à la caisse appelée « Political Action Committee » (ou PAC). Il s'agit

d'un système de levée de fonds devant servir au financement des initiatives politiques menées par les candidats des deux partis. Mais on laisse entendre que, pour l'instant, les contributions offertes par Moïse et ses hommes vont presque exclusivement à des républicains.

Les dollars provenant des transferts accaparés

Il semble que les dernières mesures prises par la Banque centrale relatives aux transferts d'argent virés sur Haïti, à partir de l'étranger, soient dictées par le Palais

Suite en page 9

HAPPENINGS! Inspiring a coalition for change even after his death



The Eben-Ezer Baptist Church in Atlanta, Georgia, part of the legacy of Rev. Martin Luther King, inspired a young John Lewis to choose non-violent resistance to fight injustice, then and now, against Blacks.

It happened last Thursday, July 30, in Atlanta, Georgia, where the funeral of Congressman John Lewis drew three of the four past presidents still living and a letter from the fourth who, due to his 95 years, is understandably in

confinement in this era of COVID-19. In addition, the presence of other high political personalities added to the solemnity of the occasion at the historic Ebenezer

Continued on page 7

CRISES EN HAÏTI : BLACK-OUT ET CARENCE DE PRODUITS PÉTROLIERS

Jovenel Moïse avance à coups de « poissons d'avril »

Suite de la page 1

trouvé de nouveaux preneurs pour assurer le relais, en lieu et place de SOGENER.

Après ce que René Préal a fait à Franck Ciné, dans le dossier Haitel (on y reviendra, car il y a plein de choses à rappeler), en sus de la crise économique sévère battant son plein dans le pays, même avant la prestation de serment de Jovenel Moïse, les hommes d'affaires ne veulent pas se séparer de leurs capitaux. Pas de compagnie intéressée à se substituer à SOGENER. Donc pas de millions pour Jovenel et Martine Moïse. Aussi simple !

Au bout du compte, toute cette plaidoirie orchestrée par l'avocat principal de l'État haïtien, Newton Saint-Juste, constitue un tissu de mensonges et d'illusions. L'argumentaire aurait dû se résumer par cette phrase : Insolvable, l'État ne peut honorer ses factures. C'est le cas pour les enseignants, à travers la République, les contractuels dans les ministères et quasiment dans toutes les institutions gouvernementales. Sans oublier le personnel diplomatique et consulaire. Jovenel Moïse, dénué de sens des priorités, les fonds nécessaires au

financement d'entreprises fournisseuses de services essentielles, telle que l'EdH, sont détournés au profit de la carte Dermalog, de commandes de véhicules, d'armes et munitions, l'embauche de mercenaires étrangers, de loca-



Gilbert Bigio, le patriarche du Group Bigio.

tion d'hélicoptères, etc. De même qu'une vague d'autres projets qui auraient pu attendre un moment plus opportun pour les réaliser, sans préjudices à la caisse publique.

Pour résumer tout cela, Jovenel Moïse a résilié illégalement les contrats des anciens fournisseurs d'électricité (qu'il traitait de vendeurs de black-out) avant même d'avoir trouvé de nou-

veaux producteurs fiables du courant électrique.

Présentement, nombre de consommateurs interrogés au sujet du black-out, tel qu'ils le subissent maintenant par rapport au temps où les compagnies privées fournissaient l'électricité désavouent le chef de l'État. Presque à l'unanimité, ils répondent que « Ça allait mieux dans le passé ».

En clair, Jovenel Moïse a privé les consommateurs d'électricité du peu qu'ils avaient avant de prendre la décision qui porte le rationnement du courant électrique à 0 kilowatts heure durant des semaines. Voilà le vrai vendeur du black-out.

Au fort du black-out, il y a à peine trois semaines, a été annoncé l'entretien virtuel que Jovenel Moïse avait eu avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, dont la teneur n'avait pas été explicitée, sinon pour dire que les deux dirigeants s'étaient entretenus de sujets intéressant les deux pays. Deux ou trois jours plus tard, le Premier ministre Joseph Jouthe, peut-être pour apaiser les consommateurs d'électricité, a annoncé que le gouvernement turc enverrait un bateau doté d'une plante électrique en Haïti

afin d'aider à résorber la crise.

Imaginer un pays traînant une économie grabataire, au lieu de s'adresser à des voisins proches pour le problème d'électricité est allé chercher de l'aide auprès



Dimitri Vorbe, de l'exil, lance le défi de prouver les accusations portées contre lui.

d'un État se trouvant à l'autre bout du monde. Cette assistance hypothétique attendue de l'État turque, sera-t-elle présentée sous forme d'aide humanitaire ou bien une facture sera soumise au demandeur de service ? Après avoir promené sa sébile dans tout le continent américain, le mendiant Jovenel est connu de tous. Plus possible de refaire le tour de ces pays. D'où l'idée de porter ses

espérances ailleurs, souhaitant qu'il bénéficiera d'un bien meilleur traitement qu'il n'a reçu auprès des bailleurs de fonds traditionnels d'Haïti.

D'aucuns se demandent si l'annonce de l'arrivée prochaine d'un navire turc dans les eaux haïtiennes, avec pour mission d'aider à faire reculer le black-out, peut être un « poisson d'avril » en juillet ou août ?

Entre-temps, la grève des travailleurs d'Électricité d'Haïti, mobilisés depuis plus d'un mois, a été levée, suite à un accord trouvé avec un syndicat rival qui aurait assoupli sa position. Et ces derniers ont immédiatement repris le travail. On rapporte que déjà plus de la moitié des circuits tombés en panne ont été réparés. Si le black-out enregistré à la capitale n'est pas provoqué par l'indisponibilité de carburant pour faire tourner les machines, il faut croire que les abonnés seront alimentés en courant électrique sans plus tarder.

Les fonds manquent, les carburants aussi

Depuis déjà plusieurs semaines, le vide se fait autour des stations d'essence. Les automobilistes et

Suite en page 5

Analytique diplomatique et ordre mondial (la rivalité sino-américaine)

Para J. Gérard Kennedy *

Pour la plupart des analystes politiques, y compris et même pour les plus sérieux d'entre eux, la pratique de la diplomatie, surtout à l'échelle internationale, demeure un phénomène marginal et que l'on qualifie trop facilement d'anecdotique, de secondaire, de superflu et d'artificiel : un phénomène « annexe » dans la Grande Dynamique des relations internationales – un phénomène trop souvent tributaire des aléas de la conjoncture et des caractériolo-

gies propres aux dirigeants des multiples pays qui participent à l'exercice. Mais ces réputés experts méconnaissent pour l'essentiel aussi bien l'incroyable flexibilité ontologique qui définit le Diplomatique, la vaste étendue des phénomènes de nature associée qu'infiltrer le Diplomatique (le politique, le droit international, etc.), que la puissance générative quasi illimitée dont peut se targuer de jouir le composé diplomatique. En outre, la plupart des spécialistes, même les plus reconnus dans la discipline font preuve d'un manque flagrant de

rigueur dans leurs analyses des phénomènes diplomatiques sur lesquels ils se penchent : la science du Diplomatique est une science rigoureuse et exigeante dont il faut connaître vigoureusement les principes, les modèles et les méthodes si l'on veut être en mesure de produire des études fortes et pénétrantes sur leur objet.

Prenons l'exemple des relations tendues entre les États-Unis d'Amérique et le Régime chinois – l'exemple des relations tendues entre l'administration Trump et la gouvernance politique de Xi

Jiping. Il faut d'abord comprendre que puisque c'est la violence, dans un premier temps, qui est fondatrice de quelque ordre que ce soit (la loi du plus fort, le rapport de force brut), l'état actuel des rapports de force entre les États-Unis et la Chine, depuis l'avènement de l'arme atomique, crée une structure d'ordre où se réalise un double impératif contradictoire : affronter une rivalité à intensité maximale dans le cadre d'une nécessité absolue de détente et d'entente. Mais ce cadre d'action, aussi contraignant soit-il, s'inscrit automatiquement

dans une histoire et dans une conjoncture géopolitique qui infléchit dans un sens déterminé l'ensemble des actions et des initiatives effectivement prises par les deux acteurs ici en rivalité [balisée] – les pactes de défense existants entre les États-Unis et le Japon, entre les États-Unis et Taïwan ; l'historique de la domination américaine dans le pacifique ; la stratégie feutrée de la Chine quant à l'expression de ses ambitions militaires expansionnistes dans la mer de Chine, l'ir-

Suite en page 5

OBITUARY

Carmen Martinez (née Labadie)

Carmen was deceased July 28, 2020 at the Townhouse Nursing Home on Long Island, NY. The family is thankful that she passed peacefully and with no pain. This gave the family some consolation because, due to the COVID crisis, no one was able to visit her in her last days.

Carmen was born on Jan. 9, 1930 in Port Au Prince, Haiti. She was the oldest of seven children of Elina Lamothe Labadie (predeceased).

Carmen came to New York in 1963 during a time of political tur-

moil in Haiti. She had a very close friend, Giselle Duviola who got her interested to come to New York, which she did, and welcomed her here.

Carmen was always industrious and energetic. Immediately, she began working. In 1965, she married Gerard Martinez, who eventually predeceased her. Having had no natural children, Carmen doted all her love and energy on her family members as the family left Haiti, settled in New York, and was augmented by the marriages and children who followed in natural progres-

sion.

Carmen last worked as a childcare giver at a children's center in Manhattan for the NYC Administration for Children's Services, from which she retired. She had previously worked in the capacity of a health care aide at Long Island Jewish Hospital and some nursing homes on Long Island.

Carmen resided in Jamaica, Queens for many years and then moved to Elmont, Long Island.

In the words of her dearest sister in law, Mrs. Daisy Gonzalez Labadie, "Carmen shared her love through her delicious cooking and hospitality, and her lively and youthful personality. Her heartfelt laughter will be engraved in my heart forever."

Her body is being transported to

Florida where most of the family now resides. The arrangements are still being finalized. A wake and mass service will be held there. However, due to the COVID situation, attendance at the funeral will be limited. The family asks that any donations that anyone wishes to make in her memory be given to any charitable organization that helps her beloved, and never forgotten, country of Haiti and its people.

Condolences to the families affected by her immeasurable loss include the following:

Siblings:

Mr. and Mrs. Robert and Georgie Labadie of Florida and son Antonio Labadie, and step children Conchita, and Lee. Mr. Jean Labadie, and children: Jean (Johnny) and Vanessa Labadie; Ms. Renee Gui-

rand Labadie, and Tessa Kiwanuka. Mrs. Marie Claire Labadie (predeceased) first marriage: Jacques Sénéchal; second marriage: Duke Celestin (deceased), Child: Jean Jacques (Jacky) Sénéchal and family, Mr. and Mrs. Lionel and Daisy Labadie, Mr. and Mrs. Leslie (predeceased) and Amy Labadie and children: Nicholas and Natasha Labadie, Mr. and Mrs. Yvan and Gail Lamothe and children: Sara, Rachel, Maria, and Carmen and families,

The Doublette family - Marie Camel (deceased) who lived with the Labadie family for many years in NY and her brother, Tony Lamothe, living in Belgium.

Other family members include The Armand, Blanchard, Gay, Labadie, and Lamothe families.

LE COIN DE L'HISTOIRE

Le gouvernement d'Henri Christophe

Par Charles Dupuy

Tous les observateurs, tous les historiens qui se sont intéressés à l'administration de Christophe sont unanimes à reconnaître la prospérité phénoménale de son régime. Tous les visiteurs étrangers qui ont parcouru le royaume, Lord Popham, Hill, Mackensie ou White, ont attesté de son opulence. En quatorze ans de pouvoir, Christophe aura démontré ses étonnantes capacités administratives et conduit le pays qu'il dirigeait à un niveau de prospérité tel que la suite de l'histoire haïtienne n'en offrira plus d'exemple.

La grande réussite de Christophe, la base de ses succès économiques, fut sans doute d'avoir mis en place une structure de production au sein de laquelle les élites politiques assuraient l'encadrement des masses paysannes. C'est ce que les historiens appelleront l'« *ordre christophien* ». Une rigoureuse discipline soutenait cette hiérarchie sociale où chacun, des plus grands aux plus petits, devait se soumettre à la loi, suivre la ligne de conduite qui lui était assignée. Habité par l'obsession de la prospérité et de la performance, Christophe se sera abondamment inspiré de la politique agraire de Toussaint Louverture dont il fut l'un des généraux-plantiers. Il constitua en aristocratie terrienne tous ses hauts dignitaires et proches collaborateurs politiques. Comme ces grands propriétaires ne recevaient aucune rémunération de l'État, c'est donc de la terre, de l'ancienne habitation coloniale dont ils venaient d'hériter en quelque sorte qu'ils devaient tirer la totalité de leurs revenus. Le Code rural du Royaume leur fait d'ailleurs explicitement l'obligation de mettre en valeur la terre concédée dont le quart des profits bruts était versé en impôt à l'État. Toute la fortune du pays reposait sur son agriculture. Celle-ci était partout dans un état florissant et Christophe lui consacrait tout son temps et toute sa force de travail.

Mesures de protection des cultivateurs et des domaines

Si le Code rural contraignait le cultivateur à travailler entre 9 à 10 heures par jour, dimanche et jours de fête exceptés, il prévoyait aussi des mesures qui le mettaient à l'abri de l'exploitation systématique du propriétaire terrien. Il peut porter plainte des abus devant les tribunaux. Il reçoit les meilleurs soins de santé en cas de maladie et, survenant son décès,

l'éducation de ses enfants mineurs sont à la charge de l'employeur. Chaque habitation compte un dispensaire-hôpital lequel est régulièrement inspecté par les fonctionnaires et les propriétaires coupables de négligence sont durement sanctionnés par la loi.

Redoutant d'éventuelles tensions sociales après la distribution des biens domaniaux effectuée par Pétion dans l'Ouest et le Sud, en 1812, Christophe résolut de faire d'importantes concessions foncières en cédant des propriétés du domaine public à des acquéreurs auxquels la couronne accorda de grandes facilités de paiement. Plus de trois cents citoyens de toutes conditions firent l'acquisition de ces terres de l'État. Pour s'acquitter de leur dette, ils remirent le quart des revenus annuels de leurs plantations jusqu'au complet amortissement de la créance. Un quart des bénéfices allait à l'État et un autre aux cultivateurs.

Trois mois après la vente de ces exploitations, elles avaient toutes été restaurées. Les anciennes sucreries, les manufactures, les plantations sucrières, caféières, cacaoyères ou cotonnières produisaient à plein rendement, entraînant une extraordinaire expansion du monde rural. À entendre Madiou, la prospérité agricole était alors parvenue à son comble. (Vol. V, p.432) Dans *Le paysan haïtien*, Paul Moral soutient qu'à la toute fin de son règne, Christophe regroupa les agriculteurs dans des ateliers établis sur des terres relevant du domaine public. Ces colonies agricoles étaient un début de réponse à la brûlante question agraire opposant la culture des vivres à celle des denrées commerciales. Il en découlait le régime des « *deux-moitiés* », (récoltes partagées entre propriétaires et métayers) qui, au fil des années, s'imposera comme méthode d'exploitation des grandes propriétés en Haïti.

Le commerce, l'industrie agricole, les métiers étaient fort en honneur dans le royaume. Chef d'État vigilant, appliqué, laborieux, Christophe était aussi commerçant et industriel. Fabricant de sucre et distillateur, il possédait à Sans-Souci une des plus belles rhumeries du pays, il stockait son sucre, son café et autres denrées qu'il vendait aux agents des maisons anglaises ou américaines. Personne avant lui ne pouvait ni négocier, ni non plus arrêter un prix de vente. (V. Leconte, *Henri Christophe dans l'Histoire d'Haïti*, 2004, p.452)

Dans ses *Mémoires*, le baron

de Vastey, l'un des plus fidèles auxiliaires politiques de Christophe, rapporte que durant l'année 1817, pas moins de 150 navires de commerce étrangers sont entrés dans la rade du Cap-Henry. Du 1er avril au 6 juin 1815, toujours dans le seul port du Cap, nous dit Madiou, « Vingt-six bâtiments avaient été expédiés, exportant dix millions de sucre et autant de café et de coton, et au 6 juin, il y en avait sept en chargement ou en partance. Dès les mois de juillet, août, septembre et octobre, il y en eut cinquante d'expédiés du même port, et en deux mois, trois millions de sucre, café et coton avaient été exportés des autres ports » (vol V, p. 319). Haïti exporte du sucre et du café mais aussi du cacao, du coton, du tabac, du rhum, de la mélasse, de l'indigo, de l'huile de ricin et du bois de campêche. Les ventes de ces denrées sont massives et se comptent en dizaines de milliers de livres.

Selon Madiou toujours, le royaume exportait vingt-cinq millions de café soit le quart de ce que, jusqu'en 1789, produisait en cette denrée toute l'ancienne colonie française de Saint-Domingue. Le commerce se faisait avec les États-Unis, la Suède, le Royaume-Uni, le Danemark, la Hollande, les colonies espagnoles et, indirectement, la France. Haïti importait des étoffes, du drap, de l'acier, de la bijouterie, du vin et des spiritueux. L'Écosse fournissait le beurre, le poisson salé et les articles de pêche, de Suède venaient les cylindres pour les moulins à sucre et les coffres en fonte pour chauffer les étuves des sucreries.

Bien qu'il ne soit resté aucune trace des archives pouvant attester de la prospérité du royaume, et en dépit du fait que les chiffres qui nous soient parvenus ne sont que fragmentaires, les signes de richesse de l'État n'en restent pas moins évidents et tangibles. Christophe entretient une armée de vingt mille hommes qu'il loge dans des casernes flamboyantes. Les navires de sa marine sont montés par des équipages disciplinés et, selon l'appréciation des officiers anglais, n'auraient pas déparé les flottes des grandes puissances maritimes de l'époque. Cette marine protégeait la navigation amie près des côtes haïtiennes et la défendait de la piraterie alors généralisée dans la mer des Antilles. Le commerce devint florissant dans les grands centres, où des Français, des Allemands, des Anglais et des Hollandais vinrent s'établir en qualité de négociants. À ce propos, signalons que Christophe

favorisa la naturalisation des étrangers, en particulier des Noirs américains dont un certain nombre émigra dans le pays où ils reçurent le meilleur accueil.

Le Royaume, une véritable industrie

Christophe jette les bases d'une véritable industrie en créant une verrerie, une filature qui produit une cotonnade d'assez bonne qualité pour confectionner les uniformes militaires, une fonderie qui fournit les armes et les munitions de l'armée et une fabrique qui approvisionne les soldats en poudre. Cette armée était très bien équipée et entraînée par des instructeurs étrangers, des officiers prussiens qui, de plus, dirigeaient la fonderie de boulets et de canons. Christophe ouvre 16 écoles publiques, des écoles de métier, une Académie royale où l'on enseignait la médecine, l'hygiène et la chirurgie, fonde une Académie royale de musique, un Collège de jeunes filles, une école de dessin et de peinture, des corps de musique militaire, un ensemble philharmonique.

Les voyageurs anglais qui ont visité les écoles du royaume ne tariront pas d'éloge sur la discipline des élèves et la bonne tenue générale de ces établissements. Christophe attira dans son royaume une demi-douzaine d'instituteurs anglais des écoles lancastriennes et leur procura tout ce qu'ils pouvaient réclamer pour la commodité de leur mission, la construction de leurs bâtiments scolaires ou l'acquisition du matériel pédagogique. L'anglais était l'instrument intellectuel de ces maisons d'enseignement dont le dernier, selon Leconte, resta en fonction sous la présidence de Boyer. Le président Nord Alexis aura été le plus illustre de ces élèves formés selon la méthode lancastrienne.

L'*Almanach Royal* de 1817 publie la liste des palais et châteaux du roi. On y dénombre neuf palais, ceux du Cap-Henry, de Sans-Souci, de Fort-Royal, du Limbé, du Môle, de Dessalines, de Saint-Marc, de Port-de-Paix et des Gonaïves. Les châteaux sont au nombre de quinze, Délices-de-la-Reine, Tenez-y, l'Étang, Grand Pont, Mettez-y, Protège, l'Intermédiaire, La Vigie, La Gloire, Bellevue-le-Roi, la Réserve, la Conquête, la Victoire, Constance et Bonne Fortune. Ces résidences étaient distribuées un peu partout sur le territoire, on en retrouvait à Jean-Rabel, à la Petite-Rivière-de-l'Artibonite et son magnifique palais aux 365 portes. Sans être vraiment des châteaux comme ils en portaient pompeusement le titre, il s'agissait plutôt d'élégants pavillons de chasse où tout rayonnait de luxe, de somptuosité et de magnificence.

Christophe accorda une attention particulière à la protection des eaux et forêts, à l'irrigation des terres, au dessèchement des marais, à la construction des ponts et chaussées, à l'entretien des routes publiques. De ses imprimeries royales sortaient les décrets officiels mais aussi les premiers livres et les premiers journaux haïtiens. Un observatoire scientifique recueillait les données météorologiques sur tout le territoire de ce royaume où les édifices étaient rutilants de propreté, les rues pavées avec soin, les lampadaires nombreux et les places publiques méticuleusement entretenues. Selon Rémy Zamor, le voyageur, qui perdait un objet sur une route du royaume, était assuré de le retrouver, 48 heures plus tard, au poste de police le plus proche (*Histoire d'Haïti de 1804 à 1884*, p.83). Pendant que la république de l'Ouest vivait dans le marasme économique et financier, sautait d'une crise monétaire à l'autre, les finances de Christophe affichaient une solidité sans faille, sa monnaie était en or et frappée à son effigie. Le royaume regorgeait de telles richesses que Christophe entra en sérieux pourparlers avec la couronne d'Espagne afin d'acheter la partie orientale de l'île, la future République dominicaine, dont la province de Laxavon se trouvait déjà sous sa domination. Entreposé dans des voûtes secrètes et placé sous la surveillance d'une garde vigilante, le trésor du royaume était, comme on l'imagine, colossal. C'est cette fortune que Boyer allait joyeusement dilapider après que les fonctionnaires de la République l'eurent, un matin, emportée de la citadelle. Une citadelle qui étonne encore par ses dimensions titanesques et inscrite par l'Unesco sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité.

S'il faut en croire le colonel Vincent qui l'a bien connu au Cap-Français et aussi Pamphile de Lacroix, dont il a été le collaborateur, Christophe était un homme instruit, de belle prestance et de bonnes manières. Contrairement à la plupart des officiers-généraux de l'armée coloniale, il savait lire en plus de s'exprimer dans un excellent français. Cela suffirait-il pour expliquer ses succès d'homme d'État? Faut-il y voir plutôt le beau résultat de sa cruauté que l'on disait implacable? Certainement pas. Pour entraîner tout un peuple dans les voies de la civilisation, vers le développement économique et le progrès social, il fallait bien plus que le fouet et la matraque, il fallait de l'énergie créatrice, une méthode efficace, un talent administratif exceptionnel, il fallait du génie. CD. coindelhiste@gmail.com (514) 862-7185

TRACTATIONS PHTKISTES POUR GARDER LE POU- Une guerre de faible intensité entre Martelly et Moïse Laurent Lamothe continue d'alimenter les contradictions

Suite de la page 1

peut surgir à tout instant. Car avec Laurent Salvador Lamothe, aux côtés de Nèg Bannann nan, inspirant des décisions de plus en plus hostiles au camp de l'ex-président musicien, le raffut ne va pas se faire attendre.

En effet, des faits ayant ponctué l'actualité, ces derniers jours, sont des signes annonciateurs de ce que sera l'atmosphère politique. Des événements insolites, que des hommes politiques d'un certain secteur, s'acharnent à minimiser, sont lourds de conséquences tragiques pour les deux camps d'une même famille politique s'affrontant pour le pouvoir. Les crises en cours, notamment l'organisation des prochaines élections, sur laquelle Jovenel Moïse trébuche; et celle de la pénurie de produits pétroliers engendrant le black-out, offrent des occasions de lancer des offensives aux conséquences désastreuses. Il y a donc lieu de croire que les événements et rumeurs propagées dans les médias, de bouche à oreille, ou encore sur les réseaux sociaux, ramènent à cette guerre entre frères « *presqu'ennemis* ».

Rappelons, tout d'abord, que pour mieux manipuler les décisions du chef de l'État, essentiellement dans le cadre des mises en place pour écarter définitivement Michel Martelly du Palais national, Laurent Lamothe passe le plus clair de son temps en la résidence officielle du chef de l'État. Là il conseille, surveille et agit personnellement, au besoin, dans le but de faire avancer sa cause, qui consiste à retourner au pou-

voir, même sans Martelly ou Moïse.

Offensive contre Martelly par l'entremise de ses alliés

Rappelons que plus de six semaines, depuis l'assassinat de Norvella Bellamy, un haut cadre de la Banque nationale de la République d'Haïti (BRH), qui se trouvait en premier sur la courte liste de candidats à la présidence triés sur le volet par Jovenel Moïse, l'enquête que les autorités policières prétendaient avoir lancée, afin de mettre la main au collet de l'auteur du crime, la piste s'est effacée. En tout cas, on n'en parle plus. Il semble que l'ordre ait été donné pour que les enquêteurs de la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ) trouvent d'autres chats à fouetter. Dès lors, on ne peut que conjecturer sur l'identité de la personne à qui profite ce crime. Mais il y a fort à parier que les parents de la victime, qui demandent justice, doivent porter leurs espérances ailleurs, s'ils veulent avoir gain de cause.

Bien que les dirigeants, Jovenel Moïse, en premier lieu, fassent un silence de mort sur l'assassinat de Norvella Bellamy, les observateurs croient dur comme fer que ce crime est lié aux hypothétiques élections dont le Palais national peine à lancer le processus. Il faut aussi attirer l'attention sur le fait que le faux exportateur de banane n'est pas homme à lâcher prise aisément. De la même manière que la démission en bloc des conseillers électoraux n'a pas diminué son ardeur dans la recherche d'une stratégie, en vue du lancement du processus

électoral, l'assassinat de son candidat à la présidence ne l'a point



désarmé. Dans son entourage, on parle déjà du gouverneur de la Banque centrale, Jean Baden Dubois, comme son candidat choix de rechange.

Toujours déterminé, secondé par Laurent Lamothe, à mettre son mentor et prédécesseur hors jeu, dans la reconquête du Palais national, au nom du PHTK version Moïse, le chef de l'État donne carte blanche à l'ancien Premier ministre de Martelly. Et ce dernier n'y va pas de main morte. Dans les milieux proches de la présidence, on lui attribue l'émission d'interdiction de départ à l'encontre de deux proches de l'ex-président musicien. Deux correspondances adressées au directeur général de l'Immigration, Joseph Cianciulli, lui demande de veiller à ce que Gesner (Ti-Ges) Champagne, mari de Claudya Saint-Rémy, jeune sœur de Sophia Martelly, et l'ex-sénateur Marcel Clérié soient interdits de quitter le pays par voies aérienne, terrestre ou maritime. M. Champagne est copropriétaire, avec Kiko Saint-Rémy, beau-frère de Michel Martelly, de la société « *Preble-Rich Haïti* » à laquelle se sont associés Jovenel et Martine Moïse comme « *investisseurs silencieux* ». Dans ce cas-ci, ces derniers contribuent 0 dollar en terme de financement, partagent les profits ou touchent des commissions à l'avance, en sus de contrôler les activités commerciales. Quant à l'ex-sénateur Clérié, il est responsable des stations d'essence Go, entreprise dans laquelle il joue le rôle de prête-nom de Martelly.

Jusqu'ici, rien n'a filtré, par rapport au motif de la décision

exprimée dans les deux lettres, qui portent la signature du nouveau commissaire du gouvernement, Ducamel Gabriel. On sait, par contre, que la compagnie de Kiko et de Ti-Ges assure l'importation de produits pétroliers. Tandis que la société Go en assure la distribution. Rappelons que, ces derniers jours, les autorités ont accusé certaines compagnies distributrices de carburants de créer une carence artificielle.

Ci vis pacem para bellum ?

Ci vis pacem para bellum, proverbe latin qui signifie *Qui veut la paix prépare la guerre*. Il y a lieu de se demander si Martelly et Moïse en sont là déjà. Rappelons que, resté calfeutré dans sa villa floridienne, la plupart du temps, l'ex-chanteur-président avait jugé la situation dégénérée au point de rentrer presque en catastrophe au pays, pour tenter de sauver les meubles. Mais les vibrations venues de part et d'autre laissent croire que la réconciliation n'est plus possible. En tout cas, pas dans les présentes conditions. Entre Michel Martelly et Jovenel Moïse, à cette phase des hostilités, chacun risque d'emporter avec lui un pan du PHTK. De toute manière, une recette pour la catastrophe.

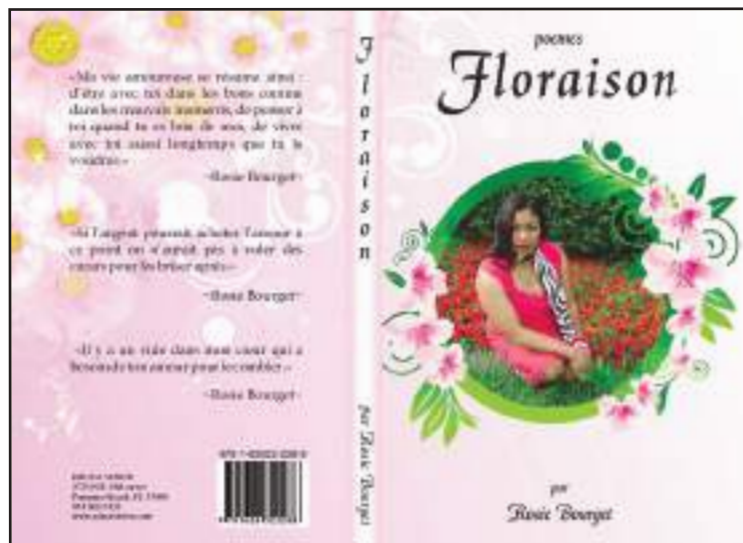
Cette réalité ne semble pas échapper à Sweet Micky qui, selon des proches, se prépare à mettre en application ce proverbe latin, ne serait-ce que pour s'assurer la « *victoire* » aux élections imaginaires. Voilà pourquoi il semble prêt à abandonner le parti qu'il avait fondé à son successeur. Ce dernier, entouré de « *mauvais conseillers* », n'a pas hésité à lui infliger un croc-en-jambe.

Comprenant qu'il ne peut plus compter sur la solidarité et la fidélité collectives de la gent PHTKiste, Michel Martelly, selon des personnalités de son entourage, serait sur le point de mettre en chantier un autre parti

politique. Il y a fort à parier que la mise en application d'un tel projet scellera définitivement l'inimitié entre les deux hommes.

D'aucuns se demandent si Laurent Lamothe est vraiment à l'origine de ce chambardement au sein du parti créé par l'ex-président-musicien, qui a porté Jovenel Moïse au pouvoir. Ou bien s'il a profité de la prise de conscience de ce dernier relative aux humiliations qu'il a encaissées venues de son mentor pour l'entraîner dans cette logique anti-Martelly. Mais, y a-t-il de quoi pronostiquer le torchon brûle entre l'ex-président PHTKiste et son successeur ?

L.J.



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Frantz

Photo & Video Studio

Phone: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 Franklin Ave. (Bt. Union & Park Ave.)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

CRISES EN HAÏTI : BLACK-OUT ET CARENCE DE PRODUITS PÉTROLIERS

Jovenel Moïse avance à coups de « poissons d'avril »

Suite de la page 2

mobilités et taxis motos s'agglutinent sur celles-ci, souhaitant se retrouver parmi les premiers à s'approvisionner en ce précieux liquide, dès que s'effectue une livraison. Les files aux abords des stations-service sont interminables, les esprits se sont emportés souvent. Rien n'autorise à croire que la fin de la crise d'essence arrivera bientôt.

On connaît l'histoire de la rareté de produits pétroliers en Haïti. Là encore, Jovenel Moïse a voulu réaliser des millions sur le dos des consommateurs. Il a fait le même coup qu'il a porté à SOGENER et les autres sociétés qui avaient le contrat de fournir l'électricité à l'EdH.

Le groupe Bigio réunissant plusieurs sociétés importatrices de produits pétroliers avait obtenu l'accord du gouvernement, par le truchement du Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BM-PAD) autorisant l'importation d'essences pour être distribuées

sur le marché national. Tout marchait très bien, les cargaisons qui arrivaient se déchargeaient rapidement, évitant de payer le coût supplémentaire de USD 20 000/\$ jour, si faute par le gouvernement de ne pas disposer l'équivalent en dollars de la somme accusée par la facture. Bigio et ses associés se mettaient toujours en règle avec la NOVUM, une compagnie américaine basée au Texas, qui assurait la livraison des produits pétroliers en Haïti.

Mais, assoiffés de millions, lui et sa femme Martine, Jovenel a décidé de mettre fin au contrat de Bigio pour octroyer l'autorisation d'importer ces produits à la compagnie de Kiko Saint-Rémy, beau-frère de Michel Martelly, et de Gesner (Ti-Ges) Champagne, le mari de Claudya Saint-Rémy, la sœur benjaminine de Sophia Martelly. Jovenel s'est porté, avec sa femme, actionnaire à la «Pebble-Rish Haïti S.A.», sans qu'il soit obligé de verser un sous comme cotisation, tout en bénéficiant tous les avantages. Ainsi que le droit de regard des

opérations de la société.

À la suite de cette louche opération, la livraison du carburant commençait à faire difficilement. Car l'État haïtien manquait toujours de devises pour payer la facture. D'où l'obligation qui lui a été faite de payer USD 20 000 \$ par jour chaque jour additionnel que le bateau reste en port sans livrer sa marchandise.

Point n'est besoin de dire que la NOVUM n'accueillait pas cette situation de gaité de cœur. Mais il semble que, cette fois, le bateau ne se soit même pas présenté dans la rade de Port-au-Prince. Au cours des six dernières semaines, les autorités haïtiennes ont indiqué, au moins à trois reprises, que le bateau allait arriver. Une autre fois, la dernière, du reste, elles ont indiqué que le bateau était déjà arrivé dans le port. Mais qu'est-ce qui empêche la livraison de la marchandise, puisque, après tout ce temps, la crise pétrolière persiste encore ? En tout cas, plus d'une semaine se sont écoulées depuis

qu'a été annoncé le mouillage du pétrolier dans le port.

Autrefois liés par le besoin de faire de l'argent, beaucoup d'argent, il semble que Bigio ne soit plus en bons termes avec Jovenel Moïse. Bien que, pour être précis, celui-là eut réalisé ses millions, extraits du Fonds PetroCaribe, sous le régime Martelly-Lamothe, en étroite collaboration avec Marie Carmel Jean-Marie, alors ministre des Finances et des Affaires économiques.

Bigio possède de l'essence qu'il a stockée à Chanceryelles. Sollicité par Jovenel Moïse, il semble qu'il ait effectué une livraison en faveur du Palais national. Mais le stock mis à la disposition du gouvernement, apprend-on de source autorisée, s'est déjà épuisé. Et ce fournisseur n'est pas disposé à faire une nouvelle livraison. On ne sait pas au juste ce qui met Jovenel et Bigio dos à dos.

D'aucuns prétendent que Bigio aurait été accusé de créer une « carence artificielle » de

carburants. Ceux qui prétendent connaître la manière dont fonctionne l'esprit de Jovenel Moïse soutiennent que cette imputation faite à l'endroit de Bigio pourrait comporter des menaces. Aussi pense-t-on que l'allusion faite à la « carence artificielle » pourrait être une stratégie de chantage. Les hommes de Jovenel parlent de millions de l'État tirés du Fonds PetroCaribe se trouvant entre les mains de Bigio.

Mais celui-ci ne se laisse pas intimider. Au fait, il se pourrait qu'il possède un ou deux atouts en réserve. D'ailleurs, on laisse entendre que Bigio se déclare prêt à dénoncer les débarquements illégaux d'armes et de munitions ainsi que de la cocaïne ayant transité par son port de Lafito.

Il semble que la guerre des accusations et des dénonciations soit sur le point d'éclater. Il faut croire que, dans les jours qui viennent, l'actualité sera riche en événements suscités par des proches collaborateurs tombés en disgrâce vis-à-vis l'un l'autre.

Analytique diplomatique et ordre mondial (la rivalité sino-américaine)

Suite de la page 2

résistible montée en puissance de la Chine, etc.

Dans un deuxième temps, il faut comprendre le deuxième niveau structurel propre à l'ordre mondial actuel dans lequel se déploie les visées stratégiques et diplomatiques des deux superpuissances existantes (l'une ancienne l'autre émergente) sur la planète : soit la structure dynamique d'action délimitée par l'ensemble des construits pacifiques et constructifs réalisés par tous les acteurs internationaux majeurs depuis l'avènement de l'arme atomique ou de la Société des Nations [pour donner un point de repère facilement identifiable]. Ou encore la globalité des acquis positifs de civilisation engendrés par les processus universels de la violence et du sacré – acquis positifs de civilisation dont la Chine et les États-Unis ont participé à la construction. Non seulement les facteurs et vecteurs d'ordre générés par la violence et les rapports de force qu'elle véhicule, mais également les résolutions sacrées réalisées par les différentes puissances politiques en présence au cours du siècle dernier par exemple. On peut penser à l'ONU et à l'existence du Conseil de Sécurité, organe destiné à empêcher le déclenchement de conflits majeurs mettant en danger la sécurité de l'humanité – un rempart contre la violence démesurée enfantée sous le poids de la « nécessité » et qui a pour l'essentiel rempli son mandat depuis sa création. Un tel organe de régulation de la violence la plus dévastatrice (résolution sacrée) ne pouvait nous épargner la désastreuse et fâcheuse conséquence d'une multiplication

des conflits dérivés de l'interdit pour les grandes puissances de s'affronter directement sur le plan militaire. Interdit nécessaire, mais qui fait inévitablement dériver les conflits entre grandes puissances soit sous le mode militaire vers d'autres théâtres d'opérations (Corée), soit sous le mode politique dans d'autres théâtres d'action (Taïwan, Hong Kong), soit enfin sous le mode économique dans de nombreuses autres scènes politiques nationales et régionales (Soudan, Éthiopie, Asie du Sud-est, etc.).

Par la suite il faut absolument saisir toute l'importance d'un troisième étage de détermination dans la genèse de la structure primaire de l'ordre international actuel : soit la montée en puissance de facteurs génératifs clefs au cœur de l'ordre mondial. Inutile de préciser comment la densification de l'importance de ces facteurs déterminants a eu un impact direct sur la concrétion des enjeux diplomatiques stratégiques entre les États-Unis et la Chine : ces facteurs sont la composante technologique, la puissance économique productive directe et l'usage extensif de la monnaie nationale. En l'occurrence trois facteurs stratégiques d'importance déterminante et qui représentent des enjeux majeurs de rivalité entre les deux superpuissances existantes – un espace d'action diplomatique intense sur tous les plans et sur toutes les tribunes : chacune des deux superpuissances essayant d'interférer dans les coups tactiques de son adversaire, de jouer de son influence dans le but de ralentir la pénétration de certains marchés par son adversaire, d'accroître la pression sur d'autres acteurs afin de limiter la progression de son adversaire, de passer des accords de

coopération dans le but de contrôler un secteur d'activité jugé hautement stratégique, etc. Une action diplomatique, dans un sens aussi bien bilatéral que multilatéral, et qui ne pouvant pas asseoir son activité sur la force directe et la richesse brute, se voit obligée de recourir à toutes les formes possibles du Diplomatique pour arriver à ses fins.

Un autre bel exemple de l'extensibilité quasi infinie du Diplomatique : quand le diplomatique se transmue en partenariat industriel/technologique et en programme de recherches et de développement des équipements de pointe ... la Chine multipliant les accords de coopération stratégique dans les domaines de la recherche et du développement de technologies nouvelles afin de damer le pion à son adversaire le plus redoutable.

Puis il faut s'enquérir d'un quatrième niveau d'intégration diplomatique existant dans l'ordre politique international en se référant aux multiples organes, organismes et mécanismes régulateurs ayant pour fonction d'assurer la fluidité des échanges ainsi que la plus ou moins libre circulation des biens et des personnes sur la planète : ces organismes et mécanismes sont si nombreux qu'il serait fastidieux d'en dresser la liste – pour le commerce international, pour la circulation aérienne internationale, pour la sécurité nucléaire globale, pour la santé publique mondiale, etc. Ici c'est le principe de rivalité réglée et de coopération rationnelle qui gouverne l'ensemble de ces fonctions relationnelles entre les États-Unis et la Chine – chacune des deux superpuissances essayant pour les États-Unis de maintenir leur mainmise ou leur assis-

se sur les organismes/mécanismes en question et pour la Chine d'accroître son influence sur les organismes/mécanismes auxquels elle participe désormais. Mais il ne faudrait pas sous-estimer l'impact du Diplomatique dans cette histoire dans la mesure où une part non négligeable des gains que chaque puissance pourra réaliser dans cet espace de rivalité balisée dépendra de sa capacité à assurer à son avantage la meilleure représentation possible au sein de ces singulières enceintes de délibération : créer une image positive de soi, s'assurer le soutien d'alliés fiables et influents, prouver la valeur des normes et des standards que l'on souhaite voir adopter, etc. Une action diplomatique en règle qui implique un travail continu de négociation, de persuasion, de séduction, de compromis ... et qui peut déboucher sur la conclusion d'accords de courtoisie avec certains partenaires, sur des promesses d'aide, sur des invitations en règle, sur des reconnaissances futures, sur des partages d'expérience et de connaissance, etc. L'extension ontologique du Diplomatique ne connaît véritablement aucune limite.

Toujours dans ce même espace d'action diplomatique que nous venons de définir, soit le quatrième niveau intégré d'action, il faut également s'enquérir de cet ensemble régulateur universel que l'on appelle le « droit international ». Le droit, à l'échelle internationale, ne possède nullement la puissance contraignante qu'il possède à l'intérieur des États souverains : mais son action régulatrice, compensatrice et organisatrice ne cesse jamais d'influencer et d'interpeller les actions diplomatiques des États à tous les niveaux. Pour une

part, d'ailleurs, l'essence même du droit international peut être vue comme une extension réglée et formalisée d'accords et de résolutions diplomatiques antérieures : le droit comme la confirmation formelle et le redoublement institutionnel d'accords dont la reconnaissance fait figure d'évidence rationnelle et universelle – comme le droit des réfugiés, de la mer, des prisonniers de guerre, des enfants, etc. Et même si chacune des deux superpuissances essaie toujours d'utiliser les fragilités et les faiblesses du droit international dans le but d'accroître son influence dans le monde ou encore de restreindre la puissance ou la crédibilité de son vis-à-vis, les deux acteurs concernés ne cessent pourtant jamais de concevoir et de jouer leurs coups tactiques à l'intérieur des systèmes de référence délimités par les domaines de compétence propres au droit international – une action diplomatique à nouveau orientée et maîtrisée.

L'analyse diplomatique : une science rigoureuse dont il faut connaître les modèles théoriques et les principes dynamiques si l'on veut en arriver à l'élaboration d'un savoir rationnel, d'un savoir éprouvé sur son objet. C'est en effet en dégagant la Structure Organique du Système Mondial Intégré au cœur duquel se joue les actions diplomatiques des acteurs concernés que l'on peut arriver à « expliquer » la teneur des actions et des initiatives déclenchées par les acteurs présents, évaluer la valeur de ces actions et initiatives, prévoir la teneur des actions futures que pourraient mettre en pratique les acteurs présents ...

* Dr. J. G.K., Ph.D.

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Ant 2 prezidan sa yo, nou pa konn kilès k ap kopye sou lòt; epi kijan sa pral fini menm

Younn ap opere nan youn ti peyi ke gwo chèf rele « *twou k.k.* ». Eskize m, si m degize mo a, mem m oblije bay li jan mesye a te di l la, pou yo pa vin di m ap fè manti. Lòt la menm ap fè « *la pluie et le beau temps* », jan mesyedam franse yo di a, nan youn gran peyi ki sanse an premye pozisyon sou tout lòt yo sou latè, menm nan kesyon COVID-19 la. Youn gran peyi konsa ke anpil lòt, tankou peyi ann Ewòp yo, ak lòt ki pi pre toujou, mete an karantèn. Endezirab ke vouzèt ! Vwala ke 2 chèf sa yo sanble an konsiltasyon pa anba pou aji menm jan. Men, sa m wè pou yo, Antwàn nan Gonmye pa wè l.

Mwen pa kwè m bezwen bay plis prezizyon pase sa. Nou tout wè de kilès m ap pale. Se youn ti egzèsis mwen t ap fè avè n alapapòt pou m fè nou reflechi, menm anvan nou li sa m bay la, epi pou nou menm n a gentan kouri di : « *Enhen, m konn de kilès l ap pale* ». Paske, si m pa twonpe m, anpil nan nou dwe deja fè menm refleksyon sa yo. Antouka, m ap kontinye ak ti jwèt satouyèt lesprè nou an.

Tou le 2 mesye yo sanse bay talon yo okòmansman lane 2021 an, younn an janvyè, lòt an fevriye. Men tou 2 gentan pete koken nan fason pa yo. Men tou, se byen jwenn ak byen kontre. Sitwayen nan tou 2 peyi yo di se swa jamè, yo p ap kite okenn bizismann vin fè 2 pwen sou yo, jan yo te abitye fè, swa nan vann bannann agogo, menm lè bannann pa t ko menm plante, osnon ki konn fin pran kòb mounn yo, fè gwo pwofi, epi deklare fayit, jouk li vin pote ti non « *Ekspe nan fayit* ».

An palan de sa, gen younn yo te gentan kenbe, menm anvan l te prete sèman, ak plizyè kont anbank sou non l, non madanm ni ak konpayi bò isit, konpayi bò lòt bòt, epi l pa t ka di kote tout lajan yo soti. Nan zòrèy, pawòl la pale, yo di se lajan dwòg. Men kòm Konsèy elektoral ki pou siveye kilès ki ka pase kòm kandida, pou pèp la pa vin pran gòl amen, se menm yo menm nan, msye pase floup floup kòm Nèg byen pwòp. Li te gen gwo patwon, vòlè patante tou, prezidan-chantè

bouch sal, ki te deside ansanm ak kòkòday etranje l yo ke se sa yo vle pou ti peyi « *twou k.k.* » a. Yo met msye chita sou chèz boure a kanmenm, menm si l pote tit « *chef d'État inculpé* ».

Kanta pou lòt la, li sèman li p ap kite yo wè kont anbank li, paske ka gen rèl ka Makorèl lè yo vin dekouvri kote tout milyon l yo soti. Èske ta gen nan lajan an ki soti nan lòt gwo peyi byen lwen ke lòt chèf ki an konpetisyon ak peyi l ta fè depoze pou li ? Osnon gen aranjman ki te fèt ak konpayi sou kontwòl etranje pou fè msye fèmen je l sou kèk bagay dwòl k ap pase ant peyi l e lòt peyi ki ta sanse lènni, pandan l okipe pi gwo fonsyon nan peyi l ? Kidonk, se ta pi gwo trèt ki



Haitian President Jovenel Moïse.

genyen. Men jan yo di l la, ou pa janm konnen kote dlo soti pou antre nan bwa jomou, osnon pou rantre nan kokoye a.

Antouka, kesyon kont anbank bizismann-prezidan ki renmen wè non l blay sou gwo bilding lajistis toujou. Asireman, youn bon jou konsa, verite a gen pou pete nan figi yo, selon sa pawòl Levanjil la di : « *Pa gen anyen ki sekrè ki p ap devwale. Sa k pale nan zòrèy lanmuit, nan fènwa, anba kabann, pral pale byen fò depi sou fetay kay* » (Lik 12:2, Tradiksyon RAJ).

Nou wè jan mesye yo sanble anpil. Enben gen diplis. Se sa k ap pase kounnye a ki montre pa gen okenn chanjman nan konpòtman yo. Pa gen tankou pawòl kreyòl la pou espik sa k ap pase a : « *Chen k abitye manje ze, yo mèt chode bouch li ak ze byen cho, se nan manje ze l ap tounen!* » Depi kèk mwa kabouya pete nan peyi « *twou*

k.k. » a sou ki dat pou konpè a bay talon l, rache manyòk li, bay lakou a blanch, jan l te jwenn li an. Msye pete koken, li di li pa prale jan Konstitisyon peyi a mande a, paske se li ki « *sèl vhef, pa gen piwo pase m* ». Kidonk, sa l di se sa k pou fèt. Epi se konsa li pare pou l layite kò l sou chèz boure a youn lane diplis.

Kòm nou konnen, prèske tout pati politik nan lopozisyon an di se swa jamè, entèlektyèl ki etidye nan gran inivèsite aletranje, ki li nan gwo liv e ki fò anpil nan etidye Konstitisyon ti peyi a, di se nan lane 2021, nan dat 7 fevriye, pou Nèg ki konn fè gwo jaden bannann disparèt san kite tras la rale kò l devan figi mounn la a. Msye di « *Bounda nini !* » Li gen gwo zanmi ki ba l konsèy al pale ak lòt ki sanse gwo otorite nan youn bwat yo rele OEA – ou kwè se pa « *Òganizasyon enstale ansasasen* » ? Wi, mesye sa a kouri foure bouch nan sa k pa regade l, li di ti tonton tèt zo a : « *Monchè, chita chita w, pa okipe yo. Mwen ba w jouk lane 2022!* »

Konsa menm, san eleksyon. Ki afè eleksyon sa a ? Chèf « *twou k.k.* » a pa kache anyen. Li di l byen klè, devan youn bann temwen epi sa rapòte nan gwo jounal ak sou tout rezo sosyo : « *Pa gen pèsonn ki ka pran pouvwa sa an nan men nou ankò. Non, yo p ap janm kapab. Pati Tèt Kale nou an [osnon Kale Tèt] ap toujou opouvwa, nenpòt ki eleksyon ki fèt* ».

Alò, mezanmi, se sèl enbesil ki pa ka konprann sa y ap fè si yo pran nan pyèj al nan eleksyon sou kontwòl youn nonm konsa, ki diplome « *magna cum laude* » nan bay move kou e ki di w fwa sa a byen klè pou tout mounn tande : Eleksyon « *C'est pour la galerie* », jan yo di l an franse a. Men tou, gen lòt ki pa janm fè bak devan grinbak. Yo annik lage youn ti pousyè nan men yo, la tou yo antre an kanpay pou ofisyalize bouyi-vide a. Men tou, se san konte ak patriyòt yo ki pare pou ba yo sa yo merite, youn kout po kann ak tout founi. Sa k pi bèl la, se pa sèlman lakay non, men bò isit tou. Ret gade pou n wè.

Epi se konsa mwen vin tonbe sou sa k ap pase nan gran peyi ki an karantèn nan, kote lòt prezidan an sanble ap kopye sou asosye l la, ki nan « *twou k.k.* » a. Jedi ki sot pase a, nan dat 30 jiyè a, mesye bò isit la lage youn « *twit* » ki fè anpil bri. Msye deklare fòk yo ta « *ranvwaye eleksyon* » pou chwa-zi prezidan an, eleksyon ki pwograme pou 3 novanm k ap vini an. Paske, selon li menm, « *toutes les conditions ne sont pas réunies* » jan mesyedam franse yo ta ka di.

Kisa ? Ranvwaye eleksyon menm ? Kote nou janm tande sa nan gwo peyi sa a ? Menm diran lagè sivil, diran Zzyèm gè mondyal, nan tan depresyon ekonomik 1930 yo, sa pa t janm fèt. Poukisa pou yo ranvwaye eleksyon an menm ? Sè ke lavèy, kivedi nan dat 29 jiyè a, chif sou ekonomi a pou Zzyèm trimès (3 mwa) ki te fini nan dat 30 jen an vin soti, epi yo montre ke ekonomi an bese 33 pou san (33 %).

Se jamè vi, soti mwa avril rive mwa jen an, ekonomi an plonje tèt anba, desann nan youn gwo twou.

Epi avèk COVID-19, ki rekòmanse pirèd nan majorite eta yo, sa pral pi grav, paske yo kòmanse fèmen aktivite ki pèmèt mounn fè kòb pou depanse epi bay ekonomi an bon bourad. Epi se sou ekonomi an prezidan gran peyi a te konte pou popilarite l remonte, paske l ba anpil, pi ba pase 15 pwen fas a mesye ki pral anfas li nan eleksyon a. Se sa sondaj gwo jounal ak televizyon bay nan fen mwa jiyè a. Jan sa prale la a, li deja pèdi eleksyon an. Donk, fòk yo ranvwaye eleksyon an jouk nou ka wè pi klè, a youn moman ke popilarite l remonte epi li ka genyen jan-sadwa, nès pa ?

Msye lage « *twit* » pou yo ranvwaye eleksyon an granm timaten jedi a. Anvan midi, eskandal la te anvayi tout Repiblik gwo zetwal la, jan yo rele peyi bò isit la. Nou ta ka di, gwo jounen nan jedi a, mesye a jwenn ak zo grann li. Ata gwo otorite nan pati Repiblik a, ki toujou byen dou lè chèf la pale, manche « *twitè* » pa yo pou yo di pa gen sa pyès. Gen lòt ki parèt nan televizyon, tankou chèf Sena a, pou di non se swa jamè, pa gen kras eleksyon ki pou ranvwaye. Dayè, se pa msye ki responsab pou kilè eleksyon fèt. Se bagay ki tabli nan Konstitisyon peyi a, se sèl mounn nan Chanm depite a ak nan Sena a ki gen dwa fè sa, men fòk yo ta vote sou sa, e pa gen bagay konsa nan ajanda a. Mesye Repiblik yo tonbe



President Donald Trump.

dakò ak lòt kanmarad anfas yo, Demo, ki pa rat yo. Yo di msye al chita nan youn kwen.

Ti peyi ti mès, gwo peyi gwo mès. Enben ak vitès sitiwayon an pran nan peyi a, anvan jedi a te gentan pase, prezidan an, ki te depase lèbòn, eseye fè bak. Msye di li pa pou retade kras eleksyon. Men li tou denonse eleksyon ki pral fèt yo, Msye di se pral eleksyon bouyi vide, bagay kwochi nèt – *crooked*, ann angle. Li ajoute : « *Se pral pi move eleksyon yo janm wè, eleksyon 2 grenn gòch, ki pral fèt nan peyi a !* » Se sa l di, paske li santi l deja pèdi.

Msye pete koken sou kesyon mounn k ap vote ann absans. Avèk COVID-19, ki blay toupatou, anpil mounn pa pral kanpe an liy pou vote, donk anpil sitwayen pral voye bilten vòt yo pa lapòs. Msye di se la yo pral fè anpil koken an. Men tout ofisye ki nan òganize eleksyon di se pa vre vote pa lapòs pa lakòz tout fwòd li di ki pral fèt yo. San l pa di l, se sa li kwè yo pral koule l. Manti. Li konn se pa vre. Men anvan eleksyon yo menm fèt, li deja di w li p ap aksepte rezilta yo. Nou tande sa k ap pase nan peyi ki sanse devan nan kesyon demokrasi a. Di m kibò l aprann pou l di tou sa l ap di yo si se pa nan men ti pwofesè nan « *twou*

k.k. » a ki espik l jan l ranje pou l vòlè eleksyon ak youn nouvo kat ki rele *Dermalog*. Gwo demagoji !

Men tou sa nou wè a te previzib, kivedi se youn bagay nou te dwe atann nou a sa, paske Tijo Bibi te di sa depi byen lontan. M al fè rechèch pou m asire m byen de sa m ap di a. Nan dat 23 avril 2020, youn jou jedi, Tijo, ki kandida pou prezidan anfas prezidan gwo peyi a, te fè youn deklarasyon, li te di : « *Ret gade pou n wè si msye pa p mande ranvwaye eleksyon yo. Li pral di ak coronavirus la k ap fè dega deyò a, eleksyon pa posib kounnye a* ».

Mounn k ap defann prezidan an te kouri denonse Tijo. Yo te di msye fou, l ap depale. Prezidan an p ap janm fè bagay konsa. Dayè, li pa gen dwa fè sa. Se sèl Kongrè ki gen responsablite bay dat yo, selon jan Konstitisyon an di pou sa fèt. Jan pawòl franse a di, « *Les paroles s'en vont, les écritures restent* ». Youn fraz nou repete la a souvan. Men tou nou toujou di, ak teknoloji modèn, « *Les paroles ne s'en vont plus, les paroles sont enregistrées* ». Mezanmi, se donmaj m pa ka montre nou sa. Mwen ri jouk dlo sot nan je m lè mwen wè ak 2 grenn je m, epi m ap tande ak 2 fèy zòrèy mwen, jounalis televizyon Fox yo, zanmi prezidan an, k ap pase Tijo nan betiz, paske li te fè deklarasyon ke prezidan an pral eseye ranvwaye eleksyon novanm nan. Sa se te nan mwa avril lè yo t ap griyen dan yo a.

Fwa sa a, jou jedi 30 jiyè a, mwen pa wè yo. M pa konn kote y al kache. Yo wont fopaplis. An palan de sa, se sou 3 mwa prediksyon Tijo yo vin akonpli. M pa konn si prezidan an fè sa espere. Men li chwazi youn jou jedi, menm jou jedi Tijo te fè prediksyon an, pou l vin di egaktman sa Tijo te di li te pral fè a. Kidonk, Tijo se youn pwofèt, osnon se youn mesye ki gen bon nen, ki konn analize konpòtman mounn, sitou youn prezidan ki fin debòde nan fè konpetisyon ak konpayèl li a nan ti peyi « *twou k.k.* » a ! An jwèt konsa, men pi gran demokrasi a vin tounen **demonkrasi**, ki tèlman santi, y oblije mete l an karantèn.

Men nou poko wè anyen la a. Si tout bagay pase jan nou panse sa ka pase, msye pral pèdi youn fason yo pa jan m wè sa nan peyi isit. Epi li pral di « *Mwen p ap fè youn pa Kita, youn pa Nago. Se mwen ki sèl chèf nan peyi a. Pa gen lòt ki piwo pase m* » Se lè sa a, nou ka wè yo depeche youn ti sekrite, pa okenn jeneral de brigad, al pase mennòt nan ponyèt li epi eskòte l soti nan gwo Kay Blanch la. Se menm lè sa a tou, lòt la ki nan peyi « *twou k.k.* », a pral kriye 2 ran dlo nan je, larim ap sot nan twou nen l, epi tout ap desann bò vizaj li, epi l ap pran jèbèdè : « *Sèl espwa m te genyen !. Sa fini !* » Men m pa kwè li pral tann pou okenn ti gangstè « *G-9 anfanmi ak asosye* » vin pase okenn mennòt nan ponyèt li. Èske l ap gentan sove ? Mwen pa pwofèt, se analiz m ap fè, apati de sa m ap obsève.

Grenn Pwonmennen
5 Out 2020

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

HAPPENINGS!

Continued from page 1

Baptist Church, where the Rev. Martin Luther King ministered.

In the three weeks since he died in Atlanta, Ga., on July 17, the young man from humble beginnings in Troy, Alabama, where he was born on February 21, 1940, John Robert, was honored at various ceremonies: In the State where he was born and almost lost his life on March 7, 1965 on the Edmund Pettus Bridge while marching for justice; in Washington, D.C. where, in his flag-draped casket, the hearse drove by several institutions. Among them the African American museum that he lobbied for and were built; and he was laid in State for two days at the Capitol, where, for 33 years, he represented the fifth

Congressional district of Georgia. Similarly, he laid in State in Atlanta, Georgia's capital before the elaborate funeral of last Thursday.

In death, we learn much about John Lewis from the speeches of Presidents George W. Bush, a Republican, and Bill Clinton, a Democrat and from the eulogy of President Barack Obama, another Democrat. Not a word from the current President who, nevertheless, had ordered all flags to fly at half-staff for the day. He also issued a proclamation stating, this was "a mark of respect for the memory and longstanding public service" of the civil rights icon. However, the President Trump shunned any appearance at events having to do with John Lewis, not even in Washington where he laid in State and top Republicans, including Vice-President Mike Pence and Senate majority leader

Mitch McConnell went.

Perhaps the president didn't forgive John Lewis for his last act. The 80-year-old legislator, suffering for some time from a cancer of the pancreas, last visited Washington on June 7, to bring moral support to Mayor Muriel Bowser, the Black woman who had been in a war of words with the President of the United States about silencing protesters of the **Black Lives Matter** movement. He was there two days after the Mayor had inaugurated the **BLACK LIVES MATTER Plaza**, written in bright yellow letters in a street across from the White House, near the Lafayette Park. That's the same park where protesters were gassed on orders of the president who, then, walked leisurely across it to go for his photo-op, holding a Bible, in front of the St. John's Episcopal

Church; John Lewis was at the spot being photographed with Mayor Bowser. One could say his last act of "Good Trouble," a phrase that defined him.

We also think that the conclusion of his speech at the Civil Rights Great March on Washington on August 28, 1963, when he was only 23 years old and the youngest speaker, is very appropriate for the times in which we live. Therefore, beyond the grave, John Lewis himself speaks:

"They're talking about slow down and stop. We will not stop. Not all of the forces of Eastland, Barnett, Wallace and Thurmond will stop this revolution. If we do not get meaningful legislation out of the Congress, the time will come when we will not confine our marching to Washington. We will march through the South, through the streets of Cambridge, through the streets of Birmingham. However, we will march with the spirit of love and with the spirit of dignity that we have shown here today. By

the force of our demands, our determination, and our numbers, we shall splinter the segregated South into a thousand pieces and put them together in the image of God and democracy. We must say, 'Wake up America! Wake up!' For we cannot stop, and we will not and cannot be patient." Amen!

Read below—or on adjoining pages — the speeches of Presidents Bush and Clinton, the eulogy of President Obama, as well as the letter of President Jimmy Carter which was read at the Ebenezer church.

Here's a link to President Obama's eulogy: <https://www.forbes.com/sites/joshuadudley/2020/07/31/now-you-can-listen-to-barack-obamas-speech-at-john-lewis-funeral-service-on-spotify/>.

In addition, for speeches by John Lewis to better understand his work and legacy: <https://www.vox.com/2020/7/18/21329556/john-lewis-speeches>.

President Bill Clinton at the Ebenezer Baptist Church remembering Congressman John Lewis: "He was the Conscience of the Nation!"

President Clinton: Thank you very much. First, I thank John-Miles and the Lewis family and John's incomparable staff for a chance to say a few words about a man I loved for a long time. I am grateful, Pastor Warnock, to say it in Ebenezer, a holy place sanctified by both the faith and the works of those who have worshipped here. I thank my friend, Reverend Bernice King, who stood by my side and gave a fascinating sermon in one of the most challenging periods of my life.

I thank President and Mrs. Bush, President Obama, Speaker Pelosi, thank you and Representative Hoyer and Representative Clyburn, who I really thank for with a stroke of a hand,

ending an intrafamily fight within our party, proving that peace is needed by everyone. Madam Mayor, thank you. You have faced more than a fair share of challenges in these past few months, and you have faced them with candor and dignity and honor and I thank you for your leadership.

I must say, for a fella who got his start speaking to chickens, John's gotten a pretty finely organized and orchestrated and deeply deserved send-off this last week. His homegoing has been something to behold. I think it's important that all of us who loved him remember that he was, after all, a human being, a man like all other humans, born with strengths that he made

the most of when many don't, born with weaknesses that he worked hard to beat down when many can't, but still a person. It made him more interesting, and it made him, in my mind, even greater.

Twenty years ago, we celebrated the 35th anniversary of the Selma March and we walked together along with Coretta and many others from the movement who are no longer with us. We're grateful for Annie Young and Rev. Jackson and Diane Nash and many others who survive. But on that day, I got him to replay for me a story he told me when we first met back in the 1970s and I said, I was just an aspiring, whatever, Southern politician, and hadn't been elected governor and he was already a legend.

So I said, John, what's the closest you've ever actually come to getting killed doing this. And he said, "Well, once we were at a demonstration and I got knocked down on the ground and people were getting beat up pretty bad, and there was a man holding up a long, heavy piece of pipe and he lifted it and was clearly gonna bring it right down to my skull. And at the very last second, I turned my neck away and the crowd pushed him a little bit and a couple seconds later, I couldn't believe I was still alive." I think it's important to remember that, first because he's a quick thinker, and secondly because he was here on a mission that was bigger than personal ambition. Things like that sometimes just happen, but usually they don't.

I think three things happened to John Lewis long before we met and became friends that made him who he was. First, the famous story of John at 4 with his cousins and siblings, holding his aunt's hand, more than a dozen of them, running around in a little old wooden house as the wind threatened to blow the house off its moorings, going to the place where the house was rising and all the tiny bodies trying to weigh it down. I think he learned something about the power of working together, something that was more powerful than any instruction.

Second, nearly twenty years later, when he was 23, the youngest speaker and the last speaker at the March on Washington, when he gave a great speech urging people to take to the streets across the South to see the chance to finally end racism. And he listened to people that he knew had the same goals say, "Well, we have to be careful how we say this because we're trying to get converts, not more adversaries."

Just three years later, he lost the leadership of SNCC [Student Nonviolent Coordinating Committee] to Stokely Carmichael because it was a pretty good job for a guy that young who came from Troy, Alabama. It must have been painful to lose, but he showed, as a young man, that there's some things that you just cannot do to hang onto a position, because if you do, then, you won't be who you are anymore. And I say there were two or three years there, where the movement went a lit-

tle too far towards Stokely, but in the end, John Lewis prevailed. We are here today because he had the kind of character he showed when he lost an election.

Then, there was Bloody Sunday. He figured he might get arrested. And this is really important, for all the rhapsodic things we believe about John Lewis, he had a really good mind and he was always trying to figure out "how I can make the most out of every single moment." So, he's getting ready to march from Selma to Montgomery. He wants to get across the bridge.

What do we remember? He cut quite a strange figure: He had a trench coat and a backpack. Now, young people probably think that's no big deal, but there weren't that many backpacks back then. And you never saw anybody in a trench coat looking halfway dressed up with a backpack. But John put an apple, an orange, a toothbrush, toothpaste to take care of his body 'cause he figured he would get arrested. And two books, one by Richard Hofstadter on America's political tradition to feed his mind, and one, the autobiography of Thomas Merton, a Roman Catholic Trappist monk who was the son of itinerant artists making an astonishing personal transformation.

What's a young guy who's about to get his brains beat out and planning on going to prison doing taking that? I think he fig-

Continued on page 14

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor




Cabinet Medical
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de
grossesse
Grippe

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦

Prix Abordable

TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565



Pa kite yon move kalkil efase moun ou renmen yo.

Lè ou patisipe nan resansman an, ou ede garanti kominote w evite rate yon pakèt lajan chak ane pou sante, swen pou timoun, ak lot sèvis piblik. Travayè resansman yo ap vizite kay moun ki poko patisipe. Tout travayè resansman yo mete kachnen yo paske yo oblije suiv tout konsiy sante ak sekirite yo. Resansman 2020 an pa poze kesyon sou estati sitwayènte, e lalwa entèdi moun pataje enfomasyon pèsònèl ou ak ajans imigrasyon ni ak lapolis. Pa rate chans sa pou fè yon chanjman! **Li pa twò ta.**

Patisipe nan resansman an sou:

2020CENSUS.GOV/ht
844-477-2020

Se Biwo Resansman Etazini ki peye pou piblisite sa a.

Prepare
Avni W
KÒMANSE ISIT LA >

United States®
Census
2020

Message to Immigrant Families during COVID-19 Pandemic

COVID-19 has hit communities of color the hardest, including immigrant families. You need to be aware of programs you may be eligible for right now, including health care, cash assistance, food assistance, and unemployment insurance.

1) Immigration officials clarified that everyone can seek testing, prevention, and treatment for COVID-19 without fear of immigration consequences.

2) You can still see a doctor without medical insurance. If you don't have a doctor, call a local community health center for assistance. Find one at <https://findahealthcenter.hrsa.gov/>

3) If everyone in your tax household has a social security number and you earn less than \$75,000 per year, you may be eligible for a one-time cash payment of \$1,200 per adult and \$500 per child.

4) The CARES Act expands unemployment insurance to include independent contractors and to last longer but you still need to have permission to work in the U.S.

5) Pandemic EBT is a new nutrition assistance program that allows states to provide meal-replacement benefits of about \$114 per child per month for families who have lost access to free or reduced-price school meals. It's available now in over 40 states to anyone eligible, regardless of your immigration status.

6) If you receive the stimulus payment, unemployment insurance, COVID-19 testing and treatment, or Pandemic-EBT, it will not count against you in a public charge test. That means that applying for these programs will not negatively impact your ability to get a green card in the future.

For a quick reference guide on who is eligible for federal public programs during the COVID-19 public health crisis, go to www.protectingimmigrantfamilies.org. There may also be state or local relief provided to you and your family. Talk to your local service provider for more information at: <https://www.immigrationadvocates.org/nonprofit/legaldirectory/>.

This advisory was sponsored by Protecting Immigrant Families, a national campaign to protect and defend access to health care, nutrition programs, public services, and economic supports for immigrants and their families at the local, state, and federal level.

RARETÉ DE DOLLARS ET LA TRAGÉDIE DE LA GOURDE Jovenel Moïse et ses hommes ramassent des devises investies dans l'élection américaine

Suite de la page 1

national, afin de trouver les devises nécessaires pour envoyer sa contribution au PAC.

Les mêmes informateurs ont laissé entendre que la mise en veilleuse de l'ordre de la Banque de la République d'Haïti (BRH) n'est qu'une décision temporaire, car Jovenel Moïse tient à tout prix à s'approprier les dollars provenant des transferts, puisque les maisons de transferts d'Haïti constituent des sources sûres de devises. Dans la mesure où le Palais national en a grand besoin, tous les moyens seront utilisés pour détourner ces millions de dollars en devises de leurs vrais propriétaires, qui sont les parents restés en Haïti à qui sont destinés ces fonds.

Cette politique, qui consiste à priver les bénéficiaires de transfert des devises, qui leur appartiennent légalement, fait un tort immense au pays. Puisque, à l'heure de la COVID-10 empêchant aux touristes de venir prendre leur ébats en Haïti, la source de devises sûre que représentaient les visiteurs a tari. Aussi les transferts reçus en Haïti constituent-ils l'unique et vraie

réserve de devises disponible.

Obligé, grâce aux pressions politiques exercées sur le pouvoir par les expéditeurs de transfert et leurs familles, le régime Moïse-Jouthé, de faire marche arrière, par rapport à cette mesure scélérate, il ne tardera pas ordonner la mise en application de la circulaire originale. Mais d'un autre côté, au fur et à mesure qu'approche la date des élections présidentielles américaines, en novembre prochain, le pouvoir, en Haïti, se verra obligé de passer de nouvelles instructions à la BRH pour que soit rétablie la mesure appe-

lant au paiement des transferts en monnaie nationale.

Une telle politique, mise en place principalement pour avoir accès au devises, qui seront retournés au États-Unis, n'est-ce pas l'essence même de l'irresponsabilité ? Jovenel Moïse est vraiment incorrigible ! Car il contribue directement à la perte systématique de la valeur de la gourde face au dollar américain. Voilà une autre accusation qu'il va falloir porter contre l'actuel président. Car il avait prêté serment de protéger les institutions du pays.



**PROTECTING
IMMIGRANT
FAMILIES**

ÉDITORIAL



Le prix de la corruption, avant même le mot du droit

Si un candidat à la présidence, sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent, parvient à se faire élire, en dépit de cette condition; puis a prêté serment, encore en butte à cette accusation criminelle, il fallait prévoir que ces actes au pouvoir ne sauraient être posés, ni ses décisions prises dans le cadre de la loi et de la Constitution. Rien d'étonnant alors si ceux qui ont commis des crimes, au sein du pouvoir *Tèt Kale*, y compris le président de la République lui-même, jouissent de l'impunité totale. Mais avant même que soit prononcé le mot du droit par rapport aux forfaits commis par les membres de l'Exécutif, des parlementaires et leurs alliés, la crise de produits pétroliers/électricité met terriblement à mal le pouvoir.

La carence de gazoline, surtout du diesel, ajoutée au black-out, qui prend des proportions historiques, à la capitale, a l'allure de ce qu'on pourrait appeler « *un fléau* ». Si, dans le passé, pareille privation affectait surtout les zones défavorisées de la capitale, présentement, même les quartiers où habitent les bourgeois ne sont pas exempts du black-out. Après une semaine, deux semaines ou davantage, sans le courant électrique, mêmes les maisons et installations commerciales dotées d'onduleurs (invertis) deviennent des clients du black-out. Puisque, sans produits pétroliers pour faire marcher les usines de l'Électricité d'Haïti (EDH), tombées en panne durant des jours, voire des mois, pas moyen d'alimenter les onduleurs. Dans la mesure où, dans les conditions normales, les groupes électrogènes suppléent à l'absence du courant électrique, la présente réalité a changé la donne. Pas de diesel pour alimenter ces engins, ces derniers restent à l'arrêt permanent, faisant de leurs propriétaires des clients obligés du black-out. Sous le régime PHTKist, personne n'est à l'abri de ce phénomène. Absolument personne !

En effet, événement inouï, Jovenel Moïse a essuyé lui-même le phénomène de l'obscurité entraîné par la défaillance des moteurs de l'EdH. Lors d'une rencontre, au Palais national, la semaine écoulée, les membres du gouvernement et les hôtes présents ont été témoins de la noirceur tombée sur la salle où se tenait la réunion. Une occasion pour ceux-là qui pensent que le black-out était une manifestation fabriquée, pour embarrasser affreusement le gouvernement, se sont rendu compte de la gravité de la situation. Après avoir, pour cause politique, passé le plus clair de leur temps à occulter

la crise de produits pétroliers/électricité, le moment est venu de remonter à son origine, de placer les responsabilités à leur place.

Il faut mesurer les actes posés et les décisions prises par Jovenel Moïse et son équipe à l'aune de la corruption. Quand bien même il se servirait du système judiciaire pour mener sa politique scélérate, sans se soucier le moins du monde de ses impacts sur la nation, il avance avec un cynisme remarquable se donnant des airs d'homme d'État se donnant pour objectif d'agir dans le sens de l'intérêt public. Alors qu'il s'applique à engager des politiques visant à s'enrichir et à grossir les comptes en banque de ses alliés PHTKistes. Car les décisions relatives à la résiliation des contrats de sociétés fournisseuses d'électricité, SOGENER, E-Poser et Haytrack, n'ont rien à voir avec l'acquisition du courant électrique à meilleur marché. Ou bien à rectifier les tricheries qui ont été commises dans les contrats. Ni la mise au rencart des compagnies qui avaient l'autorisation d'importer les produits pétroliers. Au lieu d'améliorer la disponibilité de ces produits aux consommateurs, les ordonnances de *Nèg Bannann nan* relatives à la présence de carburants sur le marché national ont engendré le calvaire des automobilistes et d'autres usagers de ces produits. Dans le même ordre d'idées, jamais auparavant, les clients de l'Électricité d'Haïti n'avaient passé autant de jours dans l'obscurité. Alors que les factures n'arrêtent d'être livrées à leurs résidences et installations commerciales et industrielles.

Mais, allons droit au fond des problèmes. D'abord, l'origine du black-out. Incapable de payer les factures courantes d'électricité, Jovenel Moïse et ses conseillers pensaient qu'il était plus économique de résilier les contrats. Cette décision ouvrit la voie à un contentieux uniquement avec les Vorbe, dont Dimitri est considéré comme un opposant farouche du régime *Tèt Kale*. Alors que les autres fournisseurs d'électricité mis hors-jeu ne sont pas persécutés, les propriétaires de la SOGENER et ses actionnaires sont littéralement pris en chasse par le pouvoir en place. Non seulement les installations thermiques de l'État, que gérait SOGENER, ont été saisies manu militari et des poursuites judiciaires engagées contre elle, les résidences privées des Vorbe et de l'ex-première dame Élisabeth Débrosse Préval, la veuve de René Préval, ont été récemment mises sous scellées. Pourtant, dans une conférence virtuelle, Dimitri Vorbe a bien expliqué les faits qui ont abouti à l'actuelle situation : l'insolvabilité

du gouvernement – du pays même, qui est en faillite. Ne pouvant résoudre les problèmes liés à la liquidation des affaires courantes, mais aussi bien de l'électricité, le président Moïse s'est créé des boucs émissaires.

Il faut dire aussi que M. Moïse se mettait en tête qu'en se débarrassant des fournisseurs privés d'électricité, il allait réaliser des millions sous forme de pots de vin, dans le cadre de la signature de nouveaux contrats avec d'autres sociétés. Mais la manière cavalière dont SOGENER, E-Power et Haytrack ont été traitées, ajoutée au marasme économique ambiant, fait hésiter les investisseurs. Sur ces entrefaits, non seulement le chef d'État kleptomane n'a pu réaliser les millions qui, déjà, dansaient dans sa tête, les consommateurs ont fini par identifier le vrai marchand de black-out. Il s'appelle Jovenel Moïse.

En butte à cette double crise, *Nèg Bannann nan* ne sait à quel saint se vouer, se voyant forcé de recourir à sa stratégie de prédilection : débiter des balivernes à la nation. Un mensonge de plus pour tenter de chloroformer les naïfs. Aussi a-t-il lancé une dernière rumeur faisant croire que le problème du black-out sera bientôt résolu avec l'intervention de la Turquie. Selon les déclarations des autorités, une plante électrique installée sur un bateau mouillera sous peu dans la baie de Port-au-Prince pour suppléer au manque à gagner d'électricité dont est présentement victime l'EdH. En attendant que les réparations nécessaires soient effectuées. Mais, comme dit ce proverbe créole : « *Bondye pini chen, li ba l maleng dèyè tèt, kote l pa ka niche l* ». (« *Punissant le chien, Dieu lui a donné une plaie derrière la tête, qu'il ne peut lécher* »).

C'est à peu près le même concept, en matière de corruption, qui inspire la décision de changer d'importateurs de produits pétroliers. Le groupe Bigio, au terme d'un contrat avec le Bureau

de monétisation de programme d'aide au développement (BMPAD, avait un accord portant sur l'importation de carburants pour la consommation sur le territoire national. Pourtant, grâce à une manœuvre déloyale, dont seul Jovenel Moïse a le secret, les anciennes sociétés importatrices se sont vu alléger du contrat.

En effet, à leur place, Jovenel Moïse a fait signer un protocole d'accord avec la compagnie « *Preble-Rich Haïti* », propriété de Kiko Saint-Rémy (frère de Sophia Saint-Rémy Martelly) et de Gesner (Ti-Ges) Campagne, le mari de Claudya Saint-Rémy, belle-sœur de Michel Martelly. À cette société se sont ralliés le président et son épouse, Martine Etienne Joseph Moïse, en tant qu'associés.

Depuis lors, la livraison de produits pétroliers au pays devient problématique. Jusqu'au mois d'avril, les autorités haïtiennes avaient toutes les peines du monde à réunir la somme requise en dollars U.S. pour payer la facture pétrolière. Mais, voilà déjà plus de deux mois, les mensonges se multiplient quant à la date de la prochaine livraison d'essence. Pourtant Jovenel Moïse et ses collaborateurs n'ont pas encore trouvé de bouc émissaire sur qui jeter la responsabilité par rapport à l'indisponibilité des produits pétroliers.

En tout cas, nonobstant les gestulations politiques, les histoires abracadabrantes relatives aux déboires de l'EdH, les déclarations contradictoires de la BMPAD et des décideurs politiques, ces deux crises étranglent le pouvoir. C'est le prix de la corruption. Tout cela n'est qu'un début, car le vrai salaire de ce crime sera proclamé sous forme d'un verdict judiciaire contre Jovenel Moïse et ses associés dans le crime. À cet égard, il est opportun de s'inspirer de ce proverbe créole : « *Avèk pasyans, w ap wè manmèl founi* ». (Patience, on finira par voir la mamelle de la fourmi).

HAÏTI OBSERVATEUR Le mensuel pour la paix		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6237 Tél. (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION		
Haïti Haïti-Observateur 98, Avenue John Brown, 3ème étage Port au Prince, Haïti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785	ÉTAT-UNIS 1ère classe ☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois ☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an	
CANADA Haïti-Observateur Gérard Louis Jacques 514-321-6434 12, rue St-Jacques 12213, Joliette, Québec Montréal, H3M 1K7	AFRIQUE ET ASIE ☐ 550.00 FF, pour six (6) mois ☐ 1000.00 FF, pour un (1) an	
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'abonné doit adresser à: Jean Claude Votroun 13, K Avenue Faidherbe, 81 St Agn. 41 93310 La Plé St. Gervais France Tél. (33-1) 43-63-28-10	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe ☐ 975.00 US, pour six (6) mois ☐ 1600.00 US, pour un (1) an	
	EUROPE ☐ 75 EURO, pour six (6) mois ☐ 125 EURO, pour un (1) an Par chèque ou mandat postal en francs français	
Name/Nom _____ Company/Compagnie _____ Address/Adresse _____ City/Ville _____ State/État _____ Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____		
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire		

EDITORIAL



The price of corruption, even before the legal verdict

If a presidential candidate charged with money laundering managed to get himself elected, despite the fact; then sworn in, still facing this criminal accusation, there's no guessing that his acts in government couldn't be compatible with the law and the Constitution. Neither would his decisions. No wonder then that those who have committed crimes within the *Bald-Headed* Government, including the President himself, enjoy total impunity. However, even before the law is applied in regards to the crimes committed by members of the executive branch, parliamentarians and their allies, the crisis of petroleum/electricity buffeting the country has put the government at great risk.

The lack of gasoline, especially diesel, added to the blackout, which is taking on historic proportions in the capital of Port-au-Prince is tantamount to "a plague." In the past, mainly the underprivileged areas of the capital were affected. Now, however, even the districts where the bourgeois live are not exempt from the blackout. After one to two weeks or more without power, even homes and commercial facilities depending on inverters also become customers of blackout. Understandably so, because without petroleum products to operate the motors of Electricity of Haiti (French acronym EDH), the State Power Authority, many of the equipment broken down for days, even months, there was no way to power inverters. Under normal conditions, generators compensate for the absence of State-provided electricity, but the present reality has changed the situation. With no diesel fuel to power privately-owned motors, they remain idle, thus their owners have joined all the victims of the blackout phenomenon. Under the PHTK regime, no one escapes the blackout. Absolutely no one!

Indeed, it was unprecedented when Jovenel Moïse himself got a taste of what it's like when darkness fell, due to the failure of the EDH engines. Last week, during a meeting at the National Palace with members of the Government and guests, the president was standing behind a lectern speaking, when suddenly darkness engulfed the hall where the meeting was being held. It was an opportunity for those who may have thought that the blackout was artificially fabricated, like "fake news," to embarrass the government, to become fully aware of the gravity of the situation.

For political reasons, folks in the government have been twisting themselves in explanation of the petroleum/electricity crisis. Now the time has come to go back to its origin and place

the blame where it belongs. In that light, Monday evening (Aug.3), one saw Dimitri Vorbe on Facebook explaining, in a virtual press conference, how the government has gotten to where it is in this electricity crisis. In short, the government has run out of money, the whole country is bankrupt. In addition, the situation won't soon be rectified.

As it is, the actions of President Moïse and his team, as well as their decisions, result from corruption. They misuse the judicial system in carrying out their villainous policy of attacking those they don't like, without worrying an instant about the impact of what they do on the nation. Cynically, the president takes on the appearance of political leader going to war in the interest of the public. However, the policies initiated have one aim: Enriching himself and his PHTK cronies, swelling their accounts in offshore banks.

Their decisions to terminate the contracts with the private suppliers of electricity, the companies SOGENER, E-Poser and Haytrack, really have nothing to do with buying electricity. Neither was it about rectifying the cheating that was committed in the contracts. Rather there are similarities in the elimination of companies that were authorized to import petroleum products. Instead of improving the availability of the products to consumers, through his ordinances, the *Banana Man* has caused a rarity of fuel, with major headaches for motorists and other users of petroleum products. Also, customers of EDH never have spent so many days in the dark. However, that hasn't stopped the regular delivery of the bills to residences, commercial and industrial facilities.

However, one wonders how did we get to this problem? First, look at the origin of the blackout. Unable to pay the bills of the private producers of electricity, Mr. Moïse and his advisers thought it was more economical to terminate their contracts. This decision led to a dispute only with the Vorbes, Dimitri Vorbe being considered a staunch opponent of the *Bald-Headed* regime. While the other electricity suppliers are not persecuted, the owners of SOGENER and its shareholders are literally being hunted down by the authorities. Not only did the State seized the thermal plant that was being managed by SOGENER, it also instituted legal proceedings against that company and went on sealing private residences of the Vorbes and of former First Lady Elisabeth Débrosse Préal, the widow of René Préal.

Getting rid of the private electricity suppliers, Mr. Moïse hoped to make

millions in bribes by signing new contracts with other companies. However, the cavalier manner by which SOGENER, E-Power and Haytrack were treated, on top of the prevailing economic slump, inhibited new investors. In the process, not only did the kleptomaniac Head of State fail to amass the millions that were already dancing in his head, consumers ended up identifying the real merchant of blackout: His name is Jovenel Moïse.

Faced with the twin crisis of disappearance of regular fuel for motorists and electricity for consumers, the *Banana Man* knows not where to turn. Thus, he resorts to his favorite strategy of spouting nonsense to the nation. Another lie is invented to chloroform the naive. According to the new rumor, Turkey will soon come to the rescue as far as the blackout is concerned. Based on official statements, that country will provide power from an electric plant aboard a boat that will soon anchor in the bay of Port-au-Prince. That will make up for the shortfall in electricity that EdH is currently experiencing, on top of needed repairs to be made to its equipment. However, as the Creole proverb goes, "*God punishes dog, causing it to have a wound on the back of its head, where it can't lick it.*"

It is much the same concept of corruption that inspires the decision to switch importers of petroleum products. Based on a contract with the Government's Development Assistance Program Monetization Office (French acronym BMPAD) the Bigio Group had an agreement to import fuel for national consumption. Using unfair

maneuvers that only Jovenel Moïse knows how to pull off, the old importing concerns have been relieved illegally of their contract.

Meanwhile, the president already has a memorandum of understanding signed with the company "Preble-Rich Haiti," owned by Kiko Saint-Rémy, brother of Sophia Saint-Rémy-Martelly, and by Gesner (Ti-Ges) Champagne, the husband of Claudya Saint-Rémy, Michel Martelly's sister-in-law. And the president and his wife Martine Etienne Joseph Moïse have joined the company as partners.

Since then, delivery of petroleum products to the country has become problematic. Beginning last April, the Haitian authorities have had great difficulty raising the required sum in U.S. dollars to pay the fuel bill. For two months now, it's been a series of lies about the date of the next delivery of gasoline. This time Mr. Moïse and his collaborators have yet to find a scapegoat on whom to pin the blame for the unavailability of petroleum products.

In any case, notwithstanding the political posturing, the absurd stories about the woes of EdH, the contradictory statements of BMPAD and of the political decision-makers, the two crises mentioned here are strangling the regime. Such is the price to pay for corruption. All of this is just the beginning. The real payoff for their crimes finally will be proclaimed in a court verdict against Jovenel Moïse and his associates-in-crime. "With patience," says the Creole proverb, "one will see the entrails of ant!"

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAITI

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série Étage
Port au Prince, Haïti
Tél (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti CR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir
de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valentin
13 K Avenue Balchette, 81 Rt Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-26-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe:
☐ 48.00 \$ US. pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF. pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe:
☐ 975.00 US. pour six (6) mois
☐ \$160.00 US. pour un (1) an

EUROPE

☐ 75 EURO5. pour six (6) mois
☐ 125 EURO5. pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en
francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/Etat _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Les services de distribution sont assurés par les services de distribution de la poste ou par les services de distribution de la presse.

President Obama's eulogy at the funeral of John Lewis: The struggle for Justice and Equality continues

We thank The New York Times and the Associated Press for reproducing in full the eulogy pronounced by President Barack Obama at the funeral, July 30, of John Robert Lewis, who will continue to inspire this and future generations. May he rest in peace!

For those who didn't have a chance to follow the live performance, it's caught here:

President Obama: James wrote to the believers, "Consider it pure joy, my brothers and sisters, whenever you face trials of many kinds, because you know that the testing of your faith produces perseverance. Let perseverance finish its work so that you may be mature and complete, lacking nothing."

It is a great honor to be back in Ebenezer Baptist Church, in the pulpit of its greatest pastor, Dr. Martin Luther King, Jr., to pay my respects to perhaps his finest disciple — an American whose faith was tested again and again to produce a man of pure joy and unbreakable perseverance — John Robert Lewis.

To those who have spoken to Presidents Bush and Clinton, Madam Speaker, Reverend Warlock, Reverend King, John's family, friends, his beloved staff, Mayor Bottoms — I've come here today because I, like so many Americans, owe a great debt to John Lewis and his forceful vision of freedom.

Now this country is a constant work in progress. We were born with instructions: to form a more perfect union. Explicit in those words is the idea that we

are imperfect; that what gives each new generation purpose is to take up the unfinished work of the last and carry it further than anyone might have thought possible.

John Lewis — the first of the Freedom Riders, head of the Student Nonviolent Coordinating Committee, youngest speaker at the March on Washington, leader of the march from Selma to Montgomery, Member of Congress representing the people of this state and this district for 33 years, mentor to young people, including me at the time, until his final day on this Earth — he not only embraced that responsibility, but he made it his life's work. Which isn't bad for a boy from Troy. John was born into modest means — that means he was poor — in the heart of the Jim Crow South to parents who picked somebody else's cotton. Apparently, he didn't take to farm work — on days when he was supposed to help his brothers and sisters with their labor, he'd hide under the porch and make a break for the school bus when it showed up. His mother, Willie Mae Lewis, nurtured that curiosity in this shy, serious child. "Once you learn something," she told her son, "once you get something inside your head, no one can take it away from you."

As a boy, John listened through the door after bedtime as his father's friends complained about the Klan. One Sunday as a teenager, he heard Dr. King preach on the radio. As a college student in Tennessee, he signed up for Jim Lawson's workshops on the tactic of nonviolent civil

disobedience. John Lewis was getting something inside his head, an idea he couldn't shake that took hold of him — that non-violent resistance and civil disobedience were the means to change laws, but also change hearts, and change minds, and change nations, and change the world.

So he helped organize the Nashville campaign in 1960. He and other young men and women sat at a segregated lunch counter, well-dressed, straight-backed, refusing to let a milkshake poured on their heads, or a cigarette extinguished on their backs, or a foot aimed at their ribs, refused to let that dent their dignity and their sense of purpose. And after a few months, the Nashville campaign achieved the first successful desegregation of public facilities in any major city in the South.

John got a taste of jail for the first, second, third ... well, several times. But he also got a taste of victory. And it consumed him with righteous purpose. And he took the battle deeper into the South.

That same year, just weeks after the Supreme Court ruled that segregation of interstate bus facilities was unconstitutional, John and Bernard Lafayette bought two tickets, climbed aboard a Greyhound, sat up front, and refused to move. This was months before the first official Freedom Rides. He was doing a test. The trip was unsanctioned. Few knew what they were up to. And at every stop, through the night, apparently the angry driver stormed out of the bus and into the bus station. And John and Bernard had no idea what he might come back with or who he might come back with. Nobody was there to protect them. There were no camera crews to record events. You know, sometimes, we read about this and kind of take it for granted. Or at least we act as if it was inevitable. Imagine the courage of two people Malia's age, younger than my oldest daughter, on their own, to challenge an entire infrastructure of oppression.

John was only twenty years old. But he pushed all twenty of those years to the center of the table, betting everything, all of it, that his example could challenge centuries of convention, and generations of brutal violence, and countless daily indignities suffered by African Americans.

Like John the Baptist preparing the way, like those Old Testament prophets speaking truth to kings, John Lewis did not hesitate — he kept on getting on board buses and sitting at lunch

counters, got his mug shot taken again and again, marched again and again on a mission to change America.

Spoke to a quarter million people at the March on Washington when he was just 23.

Helped organize the Freedom Summer in Mississippi when he was just 24.

At the ripe old age of 25, John was asked to lead the march from Selma to Montgomery. He was warned that Governor Wallace had ordered troopers to use violence. But he and Hosea Williams and others led them across that bridge anyway. And we've all seen the film and the footage and the photographs, and President Clinton mentioned the trench coat, the knapsack, the book to read, the apple to eat, the toothbrush — apparently jails weren't big on such creature comforts. And you look at those pictures and John looks so young and he's small in stature. Looking every bit that shy, serious child that his mother had raised and yet, he is full of purpose. God's put perseverance in him.

And we know what happened to the marchers that day. Their bones were cracked by billy clubs, their eyes and lungs choked with tear gas. As they knelt to pray, which made their heads even easier targets, and John was struck in the skull. And he thought he was going to die, surrounded by the sight of young Americans gagging, and bleeding, and trampled, victims in their own country of state-sponsored violence.

And the thing is, I imagine initially that day, the troopers thought that they had won the battle. You can imagine the conversations they had afterwards. You can imagine them saying, "Yeah, we showed them." They figured they'd turned the protesters back over the bridge; that they'd kept, that they'd preserved a system that denied the basic humanity of their fellow citizens. Except this time, there were some cameras there. This time, the world saw what happened, bore witness to Black Americans who were asking for nothing more than to be treated like other Americans. Who were not asking for special treatment, just the equal treatment promised to them a century before, and almost another century before that.

When John woke up, and checked himself out of the hospital, he would make sure the world saw a movement that was, in the words of Scripture, "hard pressed on every side, but not crushed; perplexed but not in despair; persecuted, but not aban-

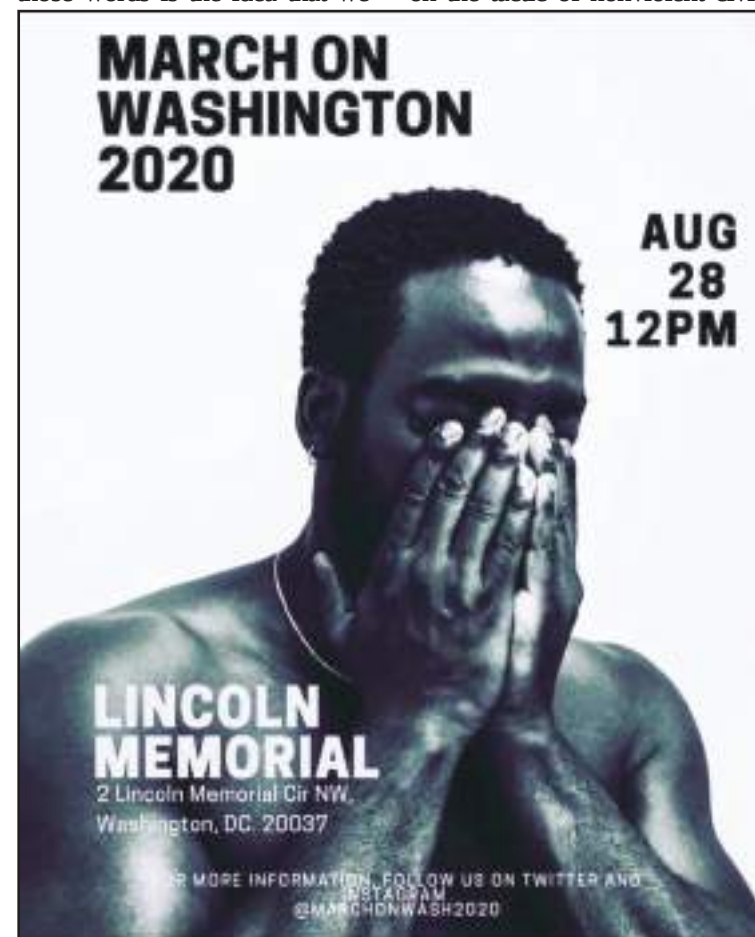
doned; struck down, but not destroyed." They returned to Brown Chapel, a battered prophet, bandages around his head, and he said more marchers will come now. And the people came. And the troopers parted. And the marchers reached Montgomery. And their words reached the White House — and Lyndon Johnson, son of the South, said "We shall overcome," and the Voting Rights Act was signed into law.

The life of John Lewis was, in so many ways, exceptional. It vindicated the faith in our founding, redeemed that faith; that most American of ideas; that idea that any of us ordinary people without rank or wealth or title or fame can somehow point out the imperfections of this nation, and come together, and challenge the status quo, and decide that it is in our power to remake this country that we love until it more closely aligns with our highest ideals. What a radical ideal. What a revolutionary notion. This idea that any of us, ordinary people, a young kid from Troy can stand up to the powers and principalities and say no this isn't right, this isn't true, this isn't just. We can do better. On the battlefield of justice, Americans like John, Americans like the Reverends Lowery and C.T. Vivian, two other patriots that we lost this year, liberated all of us that many Americans came to take for granted.

America was built by people like them. America was built by John Lewises. He as much as anyone in our history brought this country a little bit closer to our highest ideals. And someday, when we do finish that long journey toward freedom; when we do form a more perfect union — whether it's years from now, or decades, or even if it takes another two centuries — John Lewis will be a founding father of that fuller, fairer, better America.

And yet, as exceptional as John was, here's the thing: John never believed that what he did was more than any citizen of this country can do. I mentioned in the statement the day John passed, the thing about John was just how gentle and humble he was. And despite this storied, remarkable career, he treated everyone with kindness and respect because it was innate to him — this idea that any of us can do what he did if we are willing to persevere.

He believed that in all of us, there exists the capacity for great courage, that in all of us there is a



President Obama's eulogy at the funeral of John Lewis: The struggle for Justice and Equality continues

Suite de la page 12

longing to do what's right, that in all of us there is a willingness to love all people, and to extend to them their God-given rights to dignity and respect. So many of us lose that sense. It's taught out of us. We start feeling as if, in fact, that we can't afford to extend kindness or decency to other people. That we're better off if we are above other people and looking down on them, and so often that's encouraged in our culture. But John always saw the best in us. And he never gave up, and never stopped speaking out because he saw the best in us. He believed in us even when we didn't believe in ourselves. As a Congressman, he didn't rest; he kept getting himself arrested. As an old man, he didn't sit out any fight; he sat in, all night long, on the floor of the United States Capitol. I know his staff was stressed.

But the testing of his faith produced perseverance. He knew that the march is not yet over, that the race is not yet won, that we have not yet reached that blessed destination where we are judged by the content of our character. He knew from his own life that progress is fragile; that we have to be vigilant against the darker currents of this country's history, of our own history, with their whirlpools of violence and hatred and despair that can always rise again.

Bull Connor may be gone. But today we witness with our own eyes police officers kneeling on the necks of Black Americans. George Wallace may be gone. But we can witness our federal government sending agents to use tear gas and batons against peaceful demonstrators. We may no longer have to guess the number of jelly beans in a jar in order to cast a ballot. But even as we sit here, there are those in power are doing their damndest to discourage people from voting — by closing polling locations, and targeting minorities and students with restrictive ID laws, and attacking our voting rights with surgical precision, even undermining the Postal Service in the run-up to an election that is going to be dependent on mailed-in ballots so people don't get sick.

Now, I know this is a celebration of John's life. There are some who might say we shouldn't dwell on such things. But that's why I'm talking about it. John Lewis devoted his time on this Earth fighting the very attacks on democracy and what's best in America that we are seeing circulate right now.

He knew that every single one of us has a God-given power. And

that the fate of this democracy depends on how we use it; that democracy isn't automatic, it has to be nurtured, it has to be tended to, we have to work at it, it's hard. And so he knew it depends on whether we summon a measure, just a measure, of John's moral courage to question what's right and what's wrong and call things as they are. He said that as long as he had breath in his body, he would do everything he could to preserve this democracy. That as long as we have breath in our bodies, we have to continue his cause.



Former President Barack Obama.

If we want our children to grow up in a democracy — not just with elections, but a true democracy, a representative democracy, a big-hearted, tolerant, vibrant, inclusive America of perpetual self-creation — then we are going to have to be more like John. We don't have to do all the things he had to do because he did them for us. But we have got to do something. As the Lord instructed Paul, "Do not be afraid, go on speaking; do not be silent, for I am with you, and no one will attack you to harm you, for I have many in this city who are my people." Just everybody's just got to come out and vote. We've got all those people in the city but we can't do nothing.

Like John, we have got to keep getting into that good trouble. He knew that nonviolent protest is patriotic; a way to raise public awareness, put a spotlight on injustice, and make the powers that be uncomfortable.

Like John, we don't have to choose between protest and politics, it is not an either-or situation, it is a both-and situation. We have to engage in protests where that is effective but we also have to translate our passion and our causes into laws and institutional practices. That's why John ran for Congress thirty-four years ago.

Like John, we have got to fight even harder for the most powerful tool we have, which is the right to vote. The Voting Rights Act is one of the crowning achievements of our democracy.

It's why John crossed that bridge. It's why he spilled his blood. And by the way, it was the result of Democratic and Republican efforts. President Bush, who spoke here earlier, and his father, both signed its renewal when they were in office. President Clinton didn't have to because it was the law when he arrived so instead he made a law that made it easier for people to register to vote.

But once the Supreme Court weakened the Voting Rights Act, some state legislatures unleashed a flood of laws designed specifi-

cally to make voting harder, especially, by the way, state legislatures where there is a lot of minority turnout and population growth. That's not necessarily a mystery or an accident. It was an attack on what John fought for. It was an attack on our democratic freedoms. And we should treat it as such.

If politicians want to honor John, and I'm so grateful for the legacy of work of all the Congressional leaders who are here, but there's a better way than a statement calling him a hero. You want to honor John? Let's honor him by revitalizing the law that he was willing to die for. And by the way, naming it the John Lewis Voting Rights Act, that is a fine tribute. But John wouldn't want us to stop there, trying to get back to where we already were. Once we pass the John Lewis Voting Rights Act, we should keep marching to make it even better.

By making sure every American is automatically registered to vote, including former inmates who've earned their second chance.

By adding polling places, and expanding early voting, and making Election Day a national holiday, so if you are someone who is working in a factory, or you are a single mom who has got to go to her job and doesn't get time off, you can still cast your ballot.

By guaranteeing that every American citizen has equal representation in our government, including the American citizens

who live in Washington, D.C. and in Puerto Rico. They are Americans.

By ending some of the partisan gerrymandering — so that all voters have the power to choose their politicians, not the other way around.

And if all this takes eliminating the filibuster — another Jim Crow relic — in order to secure the God-given rights of every American, then that's what we should do.

And yet, even if we do all this — even if every bogus voter suppression law was struck off the books today — we have got to be honest with ourselves that too many of us choose not to exercise the franchise; that too many of our citizens believe their vote won't make a difference, or they buy into the cynicism that, by the way, is the central strategy of voter suppression, to make you discouraged, to stop believing in your own power.

So we are also going to have to remember what John said: "If you don't do everything you can to change things, then they will remain the same. You only pass this way once. You have to give it all you have." As long as young people are protesting in the streets, hoping real change takes hold, I'm hopeful but we cannot casually abandon them at the ballot box. Not when few elections have been as urgent, on so many levels, as this one. We cannot treat voting as an errand to run if we have some time. We have to treat it as the most important action we can take on behalf of democracy.

Like John, we have to give it all we have.

I was proud that John Lewis was a friend of mine. I met him when I was in law school. He came to speak and I went up and I said, "Mr. Lewis, you are one of my heroes. What inspired me more than anything as a young man was to see what you and Reverend Lawson and Bob Moses and Diane Nash and others did." And he got that kind of — aw shucks, thank you very much.

The next time I saw him, I had been elected to the United States Senate. And I told him, "John, I am here because of you." On Inauguration Day in 2008, 2009, he was one of the first people that I greeted and hugged on that stand. I told him, "This is your day too."

He was a good and kind and gentle man. And he believed in us — even when we don't believe in ourselves. It's fitting that the last time John and I shared a public forum was on Zoom. I am pretty sure that neither he nor I set up the Zoom call because we didn't know how to work it. It was a vir-

tual town hall with a gathering of young activists who had been helping to lead this summer's demonstrations in the wake of George Floyd's death. And afterwards, I spoke to John privately, and he could not have been prouder to see this new generation of activists standing up for freedom and equality; a new generation that was intent on voting and protecting the right to vote; in some cases, a new generation running for political office.

I told him, all those young people, John — of every race and every religion, from every background and gender and sexual orientation — John, those are your children. They learned from your example, even if they didn't always know it. They had understood, through him, what American citizenship requires, even if they had only heard about his courage through the history books.

"By the thousands, faceless, anonymous, relentless young people, Black and white ... have taken our whole nation back to those great wells of democracy which were dug deep by the founding fathers in the formulation of the Constitution and the Declaration of Independence."

Dr. King said that in the 1960s. And it came true again this summer.

We see it outside our windows, in big cities and rural towns, in men and women, young and old, straight Americans and LGBTQ Americans, Blacks who long for equal treatment and whites who can no longer accept freedom for themselves while witnessing the subjugation of their fellow Americans. We see it in everybody doing the hard work of overcoming complacency, of overcoming our own fears and our own prejudices, our own hatreds. You see it in people trying to be better, truer versions of ourselves.

And that's what John Lewis teaches us. That's where real courage comes from. Not from turning on each other, but by turning towards one another. Not by sowing hatred and division, but by spreading love and truth. Not by avoiding our responsibilities to create a better America and a better world, but by embracing those responsibilities with joy and perseverance and discovering that in our beloved community, we do not walk alone.

What a gift John Lewis was. We are all so lucky to have had him walk with us for a while, and show us the way.

God bless you all. God bless America. God bless this gentle soul who pulled it closer to its promise.

President Bill Clinton at the Ebenezer Baptist Church remembering Congressman John Lewis: “He was the Conscience of the Nation!”

Continued from page 7

adversaries, he tried to get converts instead.

He thought the open hand was better than the clenched fist. He lived by the faith and promise of St. Paul: Let us not grow weary in doing good, for in due season we will reap, if we do not lose heart. He never lost heart. He fought the good fight, he kept the faith, but we got our last letter today on the pages of the New York Times. Keep moving. It is so fitting on the day of his service, he leaves us our marching orders: Keep moving.

Twenty years ago, when I

came here after the Selma march to a big dinner honoring John and Lillian and John-Miles, you had a big Afro and it was really pretty, and your daddy was giving you grief about it, and I said to John, ‘let’s not get old too soon. I mean, if I had hair like that, I’d have it down to my shoulders.’

But on that night, I was almost out of time and to be President, people were asking me, “Well, if you could do one more thing what it would be?” Or “what do you wish you had done that you didn’t?” And all that kind of stuff. Someone asked me that night, because I had many friends in At-

lanta, and I said, if I could do just one thing, if God came to me tonight and said, “OK your time is



Former President Bill Clinton.

up, you gotta go home, and I’m not a genie, I’m not giving you three wishes. One thing, what would it be?”

I said: “I would infect every American with whatever it was that John Lewis got as a 4-year-old kid and took through a lifetime to keep moving and to keep moving in the right direction and keep bringing other people to move and to do it without hatred in his heart, with a song and to be able to sing and dance.” As John’s brother Freddie said in Troy, keep moving to the ballot box even if it’s a mailbox, and keep moving to the beloved community.

John Lewis was many things,

but he was a man, a friend and sunshine in the storm, a friend who would walk the stony road that he asked you to walk, that would brave the chastening rods he asked you to be whipped by, always keeping his eyes on the prize, always believing none of us would be free until all of us are equal. I just loved him. I always will. And I’m so grateful that he stayed true to form. He’s gone up yonder and left us with marching orders. I suggest since he’s close enough to God to keep his eye on the sparrow and on us. We salute! Suit up and march on.

BC, 30 July 2020

President George W. Bush at the Ebenezer Baptist Church in memory of John Lewis

“We live in a better and nobler country today because of John Lewis and his abiding faith in the power of God, in the power of democracy, and in the power of love to lift us all to a higher ground.” (George W. Bush)

President George W. Bush: Good morning. Distinguished guests, John Miles, Lewis family and friends. Laura and I thank you for inviting us to be here today. John’s story began on a tiny farm in Troy, Alabama - a place so small, he said, you could barely find it on the map. Dr. Warnock talked about the chickens. I did a little research. Every morning he would rise before the sun to tend to the flock of chickens. He loved those chickens. Already called to be a minister who took care of others, John fed them and tended to their every need. Even their spiritual ones: for John baptized them, he married them, and he preached to them. (Laughter.) When his parents claimed one for family supper, John refused to eat one of his flock. Going hungry

was his first act of nonviolent protest. (Laughter.)

He also noted in later years that his first congregation of chickens listened to him more closely than some of his colleagues in Congress. (Laughter.) John also thought that the chickens were “just a little more productive. At least they produced eggs,” he said. (Laughter.)

From Troy to the sit-ins of Nashville; from the Freedom Rides to the March on Washington; from Freedom Summer to Selma, John Lewis always looked outward, not inward. He always thought of others. He always believed in preaching the gospel — in word and in deed — insisting that hate and fear had to be answered with love and hope. John Lewis believed in the Lord. He believed in humanity. And he believed in America.

He’s been called an American saint, a believer willing to give up everything, even life itself, to bear witness to the truth that drove him all his life: that we could build a

world of peace and justice, harmony and dignity, and love. And the first, crucial step on that journey was the recognition that all people are born in the image of God and carry a spark of the divi-



Former President George W. Bush.

ne within them.

Laura and I were privileged to see that spark in John up close. We worked with him to bring the National Museum of African-American History and Culture to the Washington Mall. He was instrumental in the Emmett Till Unsolv-

ed Civil Rights Crimes Act, which I signed to seek resolution in cases where justice had been too long denied. And we will never forget joining him in Selma, Alabama, for the 50th anniversary of his march across the Edmund Pettus Bridge, where we got to watch President Barack Obama thank John as one of his heroes. (Applause.)

There’s a story in the old scriptures that meant a lot to John. In the Hebrew Bible, the Lord is looking for a prophet. “Whom shall I send,” God wonders, “and who will go for us?” And Isaiah answers, “Here am I; send me.” John Lewis heard that call a long time ago in segregated Alabama. And he took up the work of the Lord through all his days. His lesson for us is that we must all keep ourselves open to hearing the call of love, the call of service, and the call to sacrifice for others.

Listen, John and I had our disagreements, of course. But in the America John Lewis fought for — and the America I believe in — dif-

ferences of opinion are inevitable elements and evidence of democracy in action. (Applause.) “We the People” — including congressmen and presidents — can have differing views of how to perfect our Union while sharing the conviction that our nation, however flawed, is at heart a good and noble one.

We live in a better and nobler country today because of John Lewis and his abiding faith in the power of God, in the power of democracy, and in the power of love to lift us all to a higher ground.

The story that began in Troy isn’t ending here today. Nor is the work. John Lewis lives forever in his Father’s house, and he will live forever in the hearts of Americans who act justly, love mercy, and walk humbly with their God. May the flights of angels see John Lewis to his rest—and may God bless the country he loved.

GWB, 30 July 2020

President Jimmy Carter’s letter read during the funeral of Congressman John Lewis

Unable to be physically at the Ebenezer Baptist Church on July 30, the 96-year-old President, in confinement, took time to write a letter to the family of the departed Congressman, letter which was read at the service by the Rev. Pastor Raphael Warnock, senior minister of the church.

President Carter: “To the friends and family of the Congressman John Lewis:

Rosalynn joins me in sending our condolences to all gathered today to mourn the loss of one of our nation’s great leaders.

Throughout his remarkable life, John has been a blessing to countless people.



Former President Jimmy Carter.

We are proud to be among

those whose lives he has touched.

While his achievements are enjoyed by all Americans, we Georgians know him as our neighbor, friend and representative. His enormous contributions will continue to be an inspiration for generations to come.

Please know you are in our hearts and prayers during this difficult time. We hope your warm memories and the love and prayers of your family and friends will be comfort to you in the days ahead.

Sincerely,
Jimmy Carter

DE BROSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com





Mwen rele Alpha e mwen se yon chofè.

Mwen an premye plan, map konbat COVID-19,
map kenbe NYC konekte.

Mwen jwe wòl pa mwen pou NYC.

Ann fè sa pou kominote nou yo.

Ranpli **resansman an** jodiya.

my2020census.gov

NYC | CENSUS **US**
2020

NOUVELLES BRÈVES

Le régime Tèt Kale ment dans le dossier l'opposant à SOGENER

Dans son acharnement contre la compagnie productrice d'électricité SOGENER, la famille Vorbe ainsi que de personnalités qui leur sont liées, y compris Roger Lefèvre et Elizabeth D. Préval, la veuve du président René Préval, le président Jovenel Moïse a dépassé

la « surfacturation » dont la SOGENER est accusée. Et Dimitri Vorbe de continuer sur sa lancée : « *Je les mets en défi quant au \$12 millions, \$11, \$10, \$9, \$8, \$7, \$6 millions* ». En tant qu'homme d'affaires, il doit réaliser un profit sur toute cette opération. Après le

onsouligner qu'on aurait pu tout réaliser, si les \$4,2 milliards du fonds PetroCaribe n'ont pas été dilapidés.

Le Pdg de la SOGENER avait souligné, dès le début, qu'il ne s'attarderait pas seulement sur les problèmes, mais qu'il proposerait des solutions aussi. En guise d'exemple, il a mentionné la facturation et le recouvrement de fonds des mairies qui consomment beaucoup d'électricité, sans jamais déboursier un centime. Ce qui est aussi vrai pour toutes les institutions de l'État. De même que tous ceux qu'on pourrait désigner sous le vocable « *abonnés virtuels* », pour utiliser une terminologie en vogue ces jours-ci, les fameux « *Cumberlands* » (prises clandestines), surtout dans les zones marginalisées.

Dimitri Vorbe a avancé que l'État haïtien devait s'inspirer de ce que fait la République dominicaine, qui ne dispose pas d'un système de facturation uniforme pour tous les clients. Par exemple, dans les zones privilégiées (*zòn boujwa*), la facture est bien supérieure à celle des quartiers pauvres. Des fonds recueillis de ces zones « *argentées* », on subventionne les régions les plus pauvres. En tout cas, l'État haïtien ne pourra pas continuer à subventionner plus de 90 pour cent (90 %) de l'énergie électrique distribuée au pays. Il est incapable de supporter ce fardeau sans y fléchir. Répétons la phrase qui convient vraiment : Sans crier banqueroute.

Ainsi, il faudra « *une volonté politique pour résoudre le problème de l'électricité, de tout problème, d'ailleurs* », affirme-t-il. Dans le cas d'Haïti, ce ne sera pas possible sans créer la richesse, ce qui entend point de salaires de misère aux travailleurs; des avantages à offrir aux moins nantis et aussi une politique de rétention de cerveaux, suite à d'énormes sacrifices, qui s'expatrient, à la recherche d'emplois mieux rémunérés. Pourtant, il n'est candidat à aucun poste électif. Mais lors des dernières élections, il dit avoir présenté le plan d'électrification du pays à des candidats à la présidence.

Nous reviendrons la semaine prochaine avec d'autres perles glanées sur le vif lors de la présentation virtuelle de Dimitri Vorbe qui affirme : « *Je peux être mulâtre, mais Haïtien cent pour cent (100%). Nous sommes nés sur cette terre. Mon arrière-grand-père avait lutté aux côtés de Dessalines* ».

***La pandémie s'étend partout aux États-Unis, même dans les zones rurales, mais le président Trump dit le contraire par rap-**

port à une experte de son groupe de travail. Dimanche, 2 juillet, la doctoresse Deborah Bix, experte faisant partie du Groupe de travail de la Maison-Blanche s'occupant de ce qui a trait au coronavirus, a lancé un avertissement selon laquelle la pandémie s'étend sur tout le territoire, maintenant en milieu rural, et que l'on devrait suivre strictement les protocoles établis pour se prémunir contre le virus mortel. « *Le port du masque doit être obligatoire partout* ».



Dimitri Vorbe.

Mais, lundi soir, dans une entrevue avec le journaliste Jonathan Swan, d'Axiox, diffusée sur HBO, le président Donald Trump a insisté pour dire que son administration a réalisé quelque chose de « *fantastique* » (« *incredible* », a-t-il dit en anglais). Il devait ajouter aussi que « *le fléau est sous contrôle, autant que possible* ». À la question du journaliste, qui rétorquait : « *Mais les gens continuent à mourir à un rythme alarmant* ». Mais le président l'admettait avec une nonchalance déroutante : « *Ils meurent, c'est vrai. Et c'est un fait* » (« *And it is what it is* », en anglais.)

En tout cas, la situation est inquiétante, vu le nombre grandissant de personnes infectées aux E.U., approchant les cinq millions, soit exactement 4 850 114, selon les chiffres officiels rapportés, hier soir, mardi 4 août, dont 54 621 dans les 24 heures. Et le nombre de décès se chiffrait à un total de 159 128, dont 1 399 dans les 24 heures n'est pas pour rassurer les gens. Pourtant la Californie dépasse les autres états en fait de personnes infectées au coronavirus, soit 519 427, dont 4 526 dans les 24 heures, et 9 501 au total. Ce qui a poussé le gouverneur Gavin Newsom de rétablir l'ordre de « *stay* » (gardez la maison).

Deux autres états font la concurrence à la Californie en termes de personnes infectées : la Floride, avec 497 330, dont 5 446 dans les 24 heures, et un total de 7 526 décès; le Texas, en troisième position, compte 451 181 personnes infectés, dont 9 187 en 24 heures et 7 261 mortalités, y compris 245 en 24 heures.

C'est New York, ancien épicentre de la COVID-19, aux E.U., qui a montré la voie à suivre pour freiner la propagation de la pandémie. Bien que cet état compte le plus de décès que tous les autres, soit 32 719, il n'enregistrait que 9

(neuf) dans les 24 heures et le nombre de gens nouvellement contaminés est aussi inférieur à celui des autres états, soit 747 dans les 24 heures.

Il y a lieu de féliciter encore le gouverneur Andrew Cuomo qui, tout au début, au mois d'avril, quand New York subissait les assauts du virus, avec quelque 800 mortalités par jour, il avait instauré un système de contrôle rigide, allant à l'encontre même du président qui croyait avoir les pleins pouvoirs pour dicter la marche à suivre pour combattre la pandémie.

On ne saurait clore ce chapitre sans faire un tour dans la Caraïbe, à commencer en Haïti, qui étonne. Car on croyait que le pays avançait vers les 10 000 cas positifs. Jusqu'à mardi soir, officiellement, on recensait seulement 7 511 cas, dont 166 personnes décédées et 4 832 guéries. Vraiment un record qui, pourtant, ne peut rivaliser avec ce qui se passe dans les îles anglophones. Seule la Jamaïque approche le millier de personnes infectées, soit 920, 12 mortalités et 745 cas de guérison. Tous les autres pays de la Caricom sont bien au-dessous de la Jamaïque.

De toute la région de la Caraïbe, la République dominicaine occupe la première place parmi les pays où la pandémie a fait plus de ravages. Mardi soir, le nombre de personnes infectées chez le voisin était à 74 295, dont 1 176 cas dans les 24 heures et un total de 1 213 décès. La bonne nouvelle réside dans le fait que des cas positifs, 39 305, plus de la moitié, ont recouvré leur santé. Porto Rico, territoire sous contrôle américain, est le plus proche de la République dominicaine, rapportant 18 411 cas positifs, dont 230 sont morts. Mais c'est Cuba, qui donne une leçon aux grands pays du monde, ayant investi beaucoup dans le domaine de la santé. Des 2 701 cas positifs rapportés, mardi soir, seulement 88 sont morts, mais 2 382 sont guéris.

Pour clore la rubrique de la COVID-19, on soulignera que au niveau global, on approche des 20 millions de personnes infectées, soit 18 445 787, dont 691 740 décès et 11 836 083 guéries, soit plus de la moitié.

***Et Anthony Pascal, dit Konpè Filo, nous a laissés le 31 juillet 2020, victime de la pandémie, à l'âge de 67 ans.** Homme de théâtre et journaliste chevronné, il n'a pas pu atteindre l'hôpital de Mirebalais à temps. Il est mort en route. Une autre perte prématurée, parce que les autorités du pays ont manqué à leur devoir de doter le pays d'hôpitaux adéquats. On ne cessera de le dire : Avec seulement cent soixante-dix millions de dollars (USD 170 000 000,00 \$), des \$4,2 milliards du fonds PetroCaribe, on aurait pu construire un hôpital dans chaque département, à l'instar de celui de Mirebalais. Paix à son âme !

Pierre Quiroule II, 5 août 2020



Anthony Pascal, dit Konpè Filo

les bornes. C'est ce qui ressort d'une présentation « *video live* », assimilable à une conférence de presse virtuelle, de Dimitri Vorbe sur Facebook lundi (3 août), en début de soirée, que nous avons suivie durant deux heures d'horloge.

Tel un professeur d'université, dans un cours en un créole châtié, M. Vorbe a, tout d'abord, expliqué qu'il allait discuter de l'électricité sur ses trois aspects : « *Production, transfert et distribution* ». Et la SOGENER n'était impliquée que dans la production qu'elle a transférée à l'EdH (Électricité d'Haïti), l'entité d'État responsable de la distribution, facturation, recouvrement et tout le bazar.

La SOGENER est rémunérée seulement pour ce qu'elle a produit, ce qui est comptabilisé par les experts de l'EdH à l'aide d'appareils sophistiqués. Ce n'est qu'après constat par les ministères concernés, y compris celui de l'Économie et des Finances (MEF), que le bordereau est payé, d'ordinaire dans la quinzaine. Ceci depuis des lustres, même sous la présidence de Jovenel Moïse. Aussi a-t-il lancé un défi par rapport à

versement des impôts, à la DGI (Direction générale des impôts) et autres dépenses, il gagne es cinq pour cent (5 %).

Après avoir énuméré les chiffres, M. Vorbe fait un constat logique : « *S'il faut arrêter quelqu'un, ce serait les experts de l'EdH qui ont approuvé le nombre de kilowatts rapportés et le bordereau y afférant; aussi bien les ministres qui auraient autorisé les paiements* ». Ceci remonte à l'année 2005, quand la SOGENER avait décroché le contrat en appel d'offres, sous l'administration Alexandre-Latorgue. Il appartient aussi au gouvernement d'exiger des explications sur les millions qu'auraient été décaissés, s'il y avait eu de tels décaissements, en sus des \$ 5 millions transmis à la SOGENER. Comme l'a bien dit l'autre : « *Monsieur le Président de la République, vous avez la parole !* »

Dimitri Vorbe s'est étendu sur d'autres aspects du dossier, en tout premier lieu le fait qu'Haïti, « *pays très pauvre* », ne pourra pas résoudre le problème de l'électricité, à moins d'investissements de l'ordre d'un milliard de dollars verts. Il ne l'a pas dit, mais nous